



Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique



LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE EN

AFRIQUE

Rapport 2020





Le développement économique en Afrique Rapport 2020

Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique



NATIONS UNIES
Genève, 2020

© 2020, Nations Unies
Tous droits réservés dans le monde entier

Les demandes de reproduction ou de photocopie d'extraits doivent être adressées
au Copyright Clearance Center à copyright.com.

Toutes les autres questions sur les droits et licences,
y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à :

Publications des Nations Unies,
405 East 42nd Street,
New York, New York 10017,
États-Unis d'Amérique
Courriel : publications@un.org
Site Web : shop.un.org

Les appellations employées dans cet ouvrage et la présentation des données
sur toute carte n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies
aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes
ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La présente publication a été revue par un service d'édition externe.

Publication des Nations Unies publiée par la Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement.

UNCTAD/ALDC/AFRICA/2020

ISBN : 978-92-1-112983-0
eISBN : 978-92-1-005045-6
ISSN : 1990-5092
eISSN : 1990-5106
Numéro de vente : F.20.II.D.21



Chapitre 7

Recommandations

Le présent rapport apporte des contributions à l'analyse des moyens de lutter contre les FFI aux niveaux multilatéral, régional et national en Afrique. Ce sujet relève du mandat de la CNUCED et témoigne de son histoire en tant qu'institution créée pour promouvoir des règles de participation au commerce international qui soient équitables pour les exportateurs de produits primaires. Cette précision a son importance, alors que l'on aborde les préparatifs de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à la Barbade.

PLAN DE LUTTE EN 10 POINTS CONTRE LES FFI EN AFRIQUE



SOCIÉTÉ

- Associer les FFI et l'éthique
- Protéger la société civile, les dénonciateurs d'abus et les journalistes



ÉCONOMIE

- Consacrer davantage de ressources au recouvrement des avoirs volés
- Renforcer la participation de l'Afrique à la réforme de la fiscalité internationale
- Intensifier la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent

Programme
de développement
durable à l'horizon
2030

- Renforcer les cadres réglementaires nationaux
- Redonner confiance dans le multilatéralisme pour combattre les FFI
- Investir dans les infrastructures de données et dans la transparence

- Associer les entreprises multinationales à la fiscalité et au développement durable
- Investir dans la recherche sur les FFI et les changements climatiques



INSTITUTIONS



ENVIRONNEMENT

Sur le plan analytique, le rapport est principalement axé sur la compréhension de la diversité des canaux et des mécanismes par lesquels transitent les FFI et de la manière dont ceux-ci freinent le développement durable en Afrique. On trouvera dans le présent chapitre des recommandations formulées à l'intention de la communauté internationale et des gouvernements africains. Ces recommandations s'appuient sur le rapport Mbeki (UNECA, 2015), qui a fait date, et visent à contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour traiter les questions clés que l'Assemblée générale a mises en évidence dans sa récente résolution sur la promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

7.1 Principales conclusions

L'une des conclusions essentielles du rapport est que les pays développés et les pays en développement partagent la responsabilité des FFI, ce sujet étant au cœur du multilatéralisme. Indépendamment de leur ampleur, ces flux constituent un obstacle important au développement économique de l'Afrique et doivent être combattus. Le montant élevé des FFI, dont témoignent les volumes de la fausse facturation et de la fuite des capitaux, indique qu'une proportion importante des transactions commerciales internationales ne profite pas aux nombreux pays africains qui y prennent part et qui subissent des pertes importantes en capitaux et en devises. Les principaux faits stylisés résultant des modèles élaborés dans le présent rapport sont les suivants :

- On estime qu'en Afrique, le montant des FFI liés à l'exportation de ressources extractives primaires s'est élevé à 40 milliards de dollars en 2015 et à 278 milliards de dollars pour l'ensemble de la dernière décennie. Il s'agit d'une estimation prudente qui doit être considérée comme une limite inférieure (chap. 2) ;
- En Afrique, la sous-facturation des exportations de ressources extractives équivaut en moyenne à 16 % de la valeur des exportations des produits visés par le présent rapport (chap. 2) ;
- D'une façon générale, les différents produits de base présentent une tendance similaire d'un pays à l'autre : l'or est à l'origine de 77 % de la sous-facturation à l'exportation dans le secteur extractif, et d'autres métaux précieux – tels que le platine (6 %) – et les diamants (12 %) font également l'objet de façon récurrente de cette pratique (chap. 2) ;

- La fuite des capitaux, qui englobe la fausse facturation et d'autres transactions de la balance des paiements, a été estimée à 88,6 milliards de dollars en moyenne pour la période 2013-2015, soit environ 3,7 % du PIB africain. Entre 2000 et 2015, elle s'est élevée à 836 milliards de dollars, soit 2,6 % du PIB. En moyenne, au cours de la période 2013-2015, les valeurs aberrantes absolues les plus importantes concernent le Nigéria (41 milliards de dollars), l'Égypte (17,5 milliards de dollars) et l'Afrique du Sud (14,1 milliards de dollars) ;
- Les FFI entravent la réalisation de la cible 8.2, à savoir parvenir à un niveau élevé de productivité économique. D'après l'analyse économétrique décrite au chapitre 5, la productivité du travail, en tant qu'indicateur des capacités productives, et les FFI présentent une corrélation inverse, ce qui semble indiquer qu'une augmentation des flux financiers illicites restreint les capacités productives nationales. Cette corrélation sera cependant probablement réduite en Afrique en raison de la relative faiblesse de la croissance productive du continent ;
- Comme il a été constaté qu'il existait une corrélation négative entre les FFI et une réglementation insuffisante du secteur financier, le renforcement de cette dernière pourrait stimuler la croissance de la productivité et permettre également d'enrayer les sorties de capitaux grâce à une meilleure application des recommandations du Groupe d'action financière et à une amélioration de la capacité à tracer les flux financiers ;
- La réduction des FFI pourrait contribuer à améliorer les perspectives de développement environnemental, social et économique en Afrique. Les effets des FFI sur la durabilité environnementale n'ont été que peu étudiés dans la littérature, bien que les dommages causés à l'environnement par le secteur extractif soient une source majeure de préoccupation. Les pays où le montant des FFI est élevé pourraient être plus vulnérables aux effets des changements climatiques et semblent être les moins à même de mobiliser l'investissement en faveur de la santé, de l'éducation et de l'atténuation des changements climatiques ;
- La réduction des dépenses publiques peut avoir des effets inégaux selon le sexe, en particulier si les réductions portent sur les dépenses d'éducation et de santé. Les effets négatifs des FFI se font particulièrement sentir lorsque la fraude fiscale influe sur l'allocation des fonds publics déjà limités et réduit les budgets alloués aux services publics dont les femmes et les jeunes sont les principaux bénéficiaires.

7.2 Renforcer la participation de l'Afrique à la réforme de la fiscalité internationale

Parvenir à une position commune des pays africains concernant les propositions de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Groupe des Vingt

Les pays africains devraient avoir pour objectif de parvenir à une position commune compte tenu de la dynamique actuelle des réformes de la fiscalité internationale. Les négociations relatives à la deuxième vague de propositions formulées par le secrétariat de l'OCDE concernant l'initiative BEPS, qui ont été regroupées autour de deux piliers (pilier 1 et pilier 2), ont commencé au début de 2019 et devraient se poursuivre jusqu'à la fin de 2020 dans le cadre de multiples réunions. En effet, bien que le processus de consultation soit ouvert à tous, il n'existait en mars 2020 aucune déclaration officielle sur une position africaine commune concernant la négociation du Cadre inclusif, ce qui soulève des interrogations quant au degré d'engagement des pays africains dans ce processus.

La proposition d'une approche unifiée au titre du pilier 1 est principalement axée sur l'attribution des droits d'imposition à la juridiction du marché. En ce qui concerne le champ d'application, il est dit dans le document que « l'approche couvre les modèles d'affaires à forte composante numérique, mais irait au-delà, en étant centrée de façon générale sur les entreprises en relation étroite avec les consommateurs, des travaux supplémentaires étant à prévoir concernant la portée et les exclusions. Les industries extractives ne seraient a priori pas couvertes » (OECD, 2019d : 5). Il y est également rappelé que des secteurs spécifiques, « comme par exemple les industries extractives et le secteur des matières premières », seraient exclus (OECD, 2019d : 7). Tout en reconnaissant la nécessité d'une solution administrable du principe de pleine concurrence, en particulier pour les pays émergents et les pays en développement, le secrétariat de l'OCDE précise que « l'approche unifiée proposée maintiendrait les règles actuelles de détermination des prix de transfert reposant sur le principe de pleine concurrence dans les cas où il est largement admis qu'elles remplissent efficacement leur fonction, mais elles seraient complétées par des solutions fondées sur l'application de formules dans les situations devenues plus controversées – notamment en raison de la numérisation de l'économie » (OECD, 2019d : 6). La proposition globale de lutte contre l'érosion de la base d'imposition (pilier 2) est axée sur les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie (OECD, 2019e).

Dans leur état actuel, ces propositions axées sur la fiscalité et la numérisation ne tiennent pas suffisamment compte des lacunes particulières aux pays africains, qui limitent leurs droits d'imposition. D'après la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des sociétés, cela vaut pour l'ensemble des pays en développement⁸⁹. Les lacunes des propositions de l'OCDE soulignent à quel point il est urgent que l'Afrique endosse un rôle politique fort dans le cadre des réformes de la fiscalité internationale.

Renforcer la collaboration multilatérale et laisser d'autres points de vue s'exprimer

Tant que la question sous-jacente de la répartition des droits d'imposition n'aura pas été traitée, les pays africains continueront d'être exposés à d'importantes pertes de recettes. Les intérêts de l'Afrique doivent être défendus dans des instances où les préoccupations des pays sont pleinement entendues et où des points de vue différents et étayés peuvent être examinés concernant la fiscalité internationale des entreprises. Comme le montre le rapport, la dichotomie qui découle de la localisation de l'activité économique réelle et du statut d'établissement stable est au cœur des injustices ressenties. Au niveau mondial, on pourrait faire valoir que seule l'ONU, en raison de sa nature presque universelle et de sa structure démocratique, pourrait faire office d'organe fiscal véritablement mondial (Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation, 2018). Signe de ces préoccupations, en mars 2020, les propositions formulées par l'OCDE ne répondaient pas de façon pleinement satisfaisante aux priorités des pays africains. Au nombre des autres instances où les questions fiscales sont débattues la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales, fruit de la collaboration du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'ONU, à laquelle s'ajoutent les recherches universitaires menées par des entités qui défendent les intérêts des pays en développement.

Dans ces instances, la voix de l'Afrique est portée par l'ATAF. Ce forum, fondé par 25 pays en 2009 et qui comptait 38 membres en novembre 2019, a gagné en légitimité et renforcé sa capacité à défendre les intérêts africains dans le domaine fiscal. En s'appuyant sur les compétences des représentants de l'ATAF, une volonté politique forte au plus haut niveau est nécessaire pour renforcer la participation de l'Afrique à l'élaboration multilatérale de propositions de réforme internationale. Les établissements universitaires africains devraient bénéficier d'un soutien accru pour former au niveau local des spécialistes de la fiscalité et mettre en œuvre des initiatives de partage des données, à l'instar de celle lancée par une équipe multidisciplinaire du Committee on

⁸⁹ Voir www.icrict.com/press-release/2020/2/13/the-oceds-proposed-reform-will-fail-to-generate-meaningful-additional-tax-revenue-especially-for-developing-countries.

Fiscal Studies⁹⁰. Ezenagu (2019), par exemple, avance des propositions de réforme fiscale qui seraient plus adaptées aux capacités administratives des pays africains.

Enfin, les préoccupations selon lesquelles les négociations sur le commerce des services numériques menées en parallèle à l'OMC – où l'Afrique affiche un front plus uni – pourraient limiter les droits d'imposition des pays africains (James, 2019) justifient des recherches plus approfondies et un nouvel ordre du jour sur les questions liées au commerce international et à sa taxation.

Réviser les conventions fiscales et viser à augmenter les droits d'imposition

Les pays devraient éviter de signer des conventions fiscales qui limitent fortement leurs droits d'imposition. Les conventions fiscales qui comportent des dispositions de lutte contre les abus rendent plus difficile l'évasion fiscale par le biais du chalandage. Par exemple, les retenues à la source constituent un premier rempart efficace contre les transferts de bénéfices pour les pays aux capacités administratives limitées (voir le chapitre 3 et Hearson, à paraître). À cet égard, les pays ne devraient pas accepter que le niveau de ces retenues soit considérablement abaissé dans le cadre de conventions fiscales. De même, ces conventions exemptent souvent d'imposition dans l'État source certains types de revenus perçus dans cet État (voir, par exemple, l'encadré 4 du chapitre 4 sur un différend fiscal relatif à des plus-values). Les pays devraient évaluer les coûts liés à la suppression de ces droits d'imposition à l'aune des avantages potentiels en matière d'attraction de l'IED, dont la réalité n'est pour l'instant pas prouvée (chap. 4). Il est donc recommandé que les pays africains maintiennent le système des droits d'imposition et étendent son application.

Pour les pays, la meilleure façon de se protéger est d'intégrer des règles de lutte contre les abus dans les clauses pertinentes de chaque convention et d'y associer une règle antiabus générale couvrant l'ensemble de la convention, tout en incorporant une règle antiévitement dans le droit interne. De telles clauses sont de plus en plus courantes, y compris dans les principaux modèles de convention utilisés pour les négociations (chap. 4).

Compte tenu de leur manque à gagner, dont profitent les paradis fiscaux et les pays pratiquant le secret bancaire (chap. 3), les États africains devraient être parmi les premiers à inciter fortement les paradis fiscaux à signer des conventions avec tous les pays. Il est essentiel que des progrès soient réalisés sur ce point, sachant qu'il est prouvé que les paradis fiscaux se sont conformés à l'obligation de conclure un nombre minimum de conventions fiscales en en signant de nombreuses entre eux

⁹⁰ Voir <https://cfs.uonbi.ac.ke/>.

(Zucman, 2014). Selon Zucman, la signature de conventions bilatérales prévoyant l'échange d'informations bancaires aurait également entraîné un déplacement des dépôts bancaires d'un paradis fiscal à un autre plutôt qu'un rapatriement massif de fonds. Les paradis fiscaux les moins enclins à se plier aux nouvelles règles ont attiré de nouveaux clients, tandis que les plus respectueux en ont perdu quelques-uns, si bien que le montant total du patrimoine détenu à l'étranger est resté quasiment inchangé.

Rendre la concurrence fiscale conforme aux protocoles de la Zone de libre-échange continentale africaine

Au-delà de cet engagement, les pays africains doivent intégrer les questions de fiscalité internationale dans les initiatives régionales et continentales pertinentes. Faute d'un régime fiscal harmonisé au niveau du continent, ils devraient s'efforcer de définir des moyens de réduire la concurrence fiscale. Il faudrait pour cela mener par exemple des évaluations analytiques contextuelles des effets sociaux de la baisse des taux d'imposition non ajustés et de la prolifération des mesures d'incitation fiscale à l'échelle du continent, et tirer parti de la ZLECAf pour éviter un nivellement par le bas. La CNUCED continue de fournir une assistance technique dans le cadre des négociations en cours et à venir sur la phase 2 de la ZLECAf, qui porte sur l'investissement, la concurrence et les droits de propriété intellectuelle.

Plus important encore, les pays africains devraient s'appuyer sur l'extraordinaire instance de négociation que le continent a mise en place dans le cadre de la ZLECAf. Pour l'instant, les mécanismes de gouvernance des négociations réunissent des hauts fonctionnaires des ministères du commerce et des ministres du commerce. Il faudrait établir des mécanismes pour faciliter la communication entre ces groupes axés sur le commerce, les ministres des finances et le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites, tout en envisageant des négociations sur la phase 2, notamment concernant les protocoles sur l'investissement, la concurrence et les droits de propriété intellectuelle. Il existe également des propositions visant soit à donner à l'ATAF une dimension intergouvernementale, soit, comme le soutiennent d'autres auteurs, à créer un organe fiscal africain (Ezenagu, 2019).

7.3 Intensifier la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent

Appuyer et intensifier les initiatives africaines de lutte contre le blanchiment d'argent

En plus d'être partie prenante à des initiatives menées au niveau mondial et d'être soumis à la législation de tiers sur la corruption et le blanchiment d'argent, les pays africains devraient collectivement intensifier les initiatives de lutte contre ces problèmes à l'échelle du continent. À cet égard, il conviendrait d'appuyer et de développer les bonnes pratiques, telles que celles du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest. Établi par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en 2000 pour lutter contre le financement des groupes terroristes, le Groupe intergouvernemental d'action a, au fil des ans, procédé à des évaluations et mené des activités de renforcement des capacités en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans des pays de la région. Cette initiative a permis d'améliorer la capacité des pays à repérer les opérations suspectes dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent. Toutefois, les résultats obtenus varient considérablement d'un pays à l'autre, certains États affichant des résultats moins bons que les années précédentes. En outre, les rapports d'évaluation montrent que les informations intéressantes recueillies par les services de renseignement financier en matière de surveillance des transactions suspectes ne sont pas correctement exploitées par les autorités d'enquête (Intergovernmental Action Group against Money-Laundering in West Africa, 2014 ; *ibid.*, 2018), ce qui souligne qu'il est nécessaire que tous les pays africains renforcent leur capacité à surveiller ces transactions et à s'assurer qu'elles fassent l'objet d'enquêtes appropriées.

Dans le même ordre d'idées, il faudrait confier au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, qui est un instrument d'auto-évaluation volontaire chargé d'évaluer la gouvernance des États membres de l'Union africaine, le mandat explicite de concevoir des outils juridiquement contraignants pour traiter les questions liées à la corruption et au blanchiment d'argent. Outre les mouvements transfrontières de fonds, l'utilisation accrue des transactions immobilières à des fins de blanchiment en Afrique de l'Ouest (Intergovernmental Action Group against Money-Laundering in West Africa, 2018), par exemple, nécessite de renforcer les capacités à recenser les caractéristiques particulières de la lutte contre le blanchiment d'argent au niveau continental et à en tenir compte dans la réglementation.

7.4 Investir dans l'infrastructure de données et la transparence des données (y compris les données ventilées par sexe)

La qualité des données joue un rôle essentiel dans la lutte contre les FFI. L'abondante littérature sur le déplacement des bénéficiaires par les multinationales des États-Unis, par exemple, est rendue possible par la grande qualité des données disponibles (Zucman, 2019). En tant qu'organismes responsables de l'indicateur 16.4.1 des ODD (valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants, en dollars des États-Unis courants), l'ONUDC et la CNUCED dirigent les travaux visant à élaborer une méthodologie statistique et une norme de mesure pour estimer les FFI. Ces travaux essentiels contribueront à élaborer un ensemble de directives méthodologiques qui pourront être utilisées aux niveaux national et international pour estimer la valeur totale fournie par l'indicateur. Dans le cadre de l'analyse des effets des FFI sur les communautés africaines et la réalisation des ODD, il est nécessaire de disposer de davantage de données de qualité ventilées par sexe concernant les services financiers, le commerce, l'emploi et la fiscalité, afin d'obtenir de nouvelles informations qui éclaireront les mesures à prendre concernant les piliers économique, social et environnemental du développement durable.

Collecter davantage de données commerciales de meilleure qualité

Pour réduire la fausse facturation dans les pays africains, il faudra disposer de données de qualité, ventilées par sexe au besoin, afin d'analyser l'exposition au risque et de resserrer la coopération régionale sur les normes communes de déclaration des informations fiscales et commerciales des entreprises. Il est essentiel de renforcer l'échange d'informations sur les données commerciales avec les partenaires afin de repérer les anomalies et les divergences qui justifient une enquête plus approfondie. L'étude présentée au chapitre 2 concernant la détection de la fraude douanière systémique liée à l'exportation de ressources extractives montre que si l'analyse des macrodonnées commerciales peut être un indicateur utile, elle présente des limites, qu'on peut lever en améliorant l'accès aux données relatives aux transactions et l'utilisation qui en est faite. Pour ce faire, il existe différentes plateformes, notamment le système d'évaluation statistique de la production minérale MOSES (Mineral Output Statistical Evaluation System) de la CNUCED⁹¹, qui a déjà fait ses preuves au niveau national. Dans le cas de la Zambie, par exemple, le système MOSES permet de contrôler la chaîne de valeur des exportations nationales de minéraux. Il comprend un outil qui permet aux entreprises de

⁹¹ Voir <https://asycuda.org/wp-content/uploads/ASYCUDA-Value-Chain-Monitoring-Case-Study-Zambia.pdf>.

transmettre chaque mois leur déclaration obligatoire de production et d'exportation et de demander des permis d'exportation en ligne, et qui a remplacé le processus manuel qui obligeait les entreprises à se rendre à Lusaka. Depuis sa mise en œuvre en 2017, le système MOSES a permis au Gouvernement zambien d'obtenir les résultats suivants :

- Les audits menés à l'aide du système ont permis de recouvrer des recettes pour un montant d'environ 910 000 dollars (depuis 2018) ;
- La classification des minéraux est plus précise ;
- La Zambie a commencé à percevoir des redevances autres que sur les minéraux ;
- Le montant des amendes recouvrées s'élève à plus de 50 000 dollars (depuis 2018) ;
- Le nombre de permis d'exportation accordés a augmenté de 66 % depuis la mise en place du système.

Les gouvernements ayant accès aux données commerciales relatives aux transactions peuvent également mettre en œuvre une analyse de filtrage des prix. Cette analyse porte sur les transactions d'un seul pays et permet de comparer, pour un produit donné, la valeur ou le prix figurant sur une facture douanière aux prix antérieurs ou au prix du marché libre, afin de repérer les anomalies tarifaires (Carbonnier and Mehrotra, 2019). Bien que les méthodes d'étude des divergences des statistiques commerciales entre pays partenaires et de filtrage des prix aient toutes deux leurs limites, elles peuvent s'avérer utiles et fournir des indications pour la détection des fraudes douanières. Global Financial Integrity a également développé un outil appelé GFTrade, qui s'appuie sur la méthode de filtrage des prix par écart interquartile pour fournir des informations en temps réel aux douaniers. Un logiciel mettant en œuvre la technologie de la chaîne de blocs, actuellement en cours de développement, permettra d'assurer la transparence des chaînes logistiques et des chaînes de valeur mondiales (McDaniel and Norberg, 2019), ce dont l'Afrique pourrait utilement tirer parti pour lutter contre la fausse facturation. Les pays africains devraient également chercher à tirer parti des dispositions de l'article 12 de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges⁹² pour améliorer l'échange de données commerciales et ainsi mieux surveiller les FFI.

⁹² Voir www.tfafacility.org/fr/article-12.

Accélérer les progrès en matière de déclaration fiscale

Les gouvernements africains devraient étudier des moyens novateurs de se servir de la déclaration fiscale volontaire pour mobiliser des recettes et renforcer les initiatives menées dans ce domaine. À cet égard, les multinationales, qui consentent de plus en plus à publier volontairement leurs données fiscales dans le cadre d'initiatives de déclaration à l'échelle mondiale, devraient faire preuve du même enthousiasme pour la communication des données ventilées par pays (Tax Justice Network, 2020).

7.5 Renforcer les cadres réglementaires au niveau national grâce à une approche multiple

Concevoir un cadre directif et réglementaire régissant expressément les flux financiers illicites

L'importance des FFI en Afrique et la diversité de leurs origines, mécanismes et conséquences sont telles que les pays devraient posséder leur propre cadre directif pour lutter contre ces flux, et procéder notamment à une évaluation complète des politiques et législations en vigueur dans les différents pays.

En outre, les pays devraient renforcer l'ensemble des mesures législatives et réglementaires qui touchent les FFI. Ils devraient notamment consolider les systèmes judiciaires locaux, accroître les capacités de règlement des différends et envisager d'adopter les réformes de la CNUCED portant sur les accords internationaux d'investissement (UNCTAD, 2018).

S'approprier la Vision minière africaine

En 2009, l'Union africaine a adopté la Vision minière africaine (VMA) afin de promouvoir un développement équitable et généralisé au moyen d'une exploitation et d'une utilisation prudentes des richesses minérales du continent. La VMA vise à jeter les bases d'une croissance et d'un développement socioéconomique généralisés et durables, notamment grâce à l'adoption de normes mondiales pour une gouvernance équitable du secteur des ressources naturelles. Ses objectifs sont ambitieux et les actions correspondantes sont réparties entre six grands domaines, à savoir : l'amélioration de la qualité des données géologiques, en tant que moyen de négocier des accords plus justes et des rendements plus équitables sur les investissements miniers ; les capacités de négociation des contrats ; la gouvernance des ressources ; la gestion des richesses minérales ; le traitement des

insuffisances infrastructurelles ; la reconnaissance du rôle que les activités artisanales et les exploitations de petite taille du secteur extractif jouent dans le développement.

Compte tenu de la portée globale de la VMA, les pays devraient tirer parti des lignes directrices qui y sont formulées pour adopter des politiques et des réglementations qui concourent à son application (UNECA, 2014). Les attentes des pays africains dotés de ressources minérales au sujet des retombées bénéfiques du secteur extractif sur le développement sont justifiées par le rôle que ce secteur joue comme source essentielle de revenus et de devises dans les pays exportateurs de minéraux. Afin de répondre à ces attentes et compte tenu du poids du secteur extractif dans les FFI, les pays africains devraient mettre à profit les enseignements tirés de leur participation passée à la gouvernance internationale des produits de base (chap. 4).

Instaurer une collaboration interinstitutionnelle

La nature multidimensionnelle des FFI exige une coordination des actions pluri-institutionnelles au niveau national. À cet égard, il est nécessaire de combiner les mesures ministérielles et de renforcer les institutions de premier plan dans la lutte contre l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et les autres infractions. Sur le plan interministériel, au Nigéria, par exemple, le comité interministériel de lutte contre le blanchiment d'argent est coprésidé par les ministres des finances, de la justice et de l'intérieur ; il est chargé de la coopération et de la coordination avec les autres acteurs nationaux (Intergovernmental Action Group against Money-Laundering in West Africa, 2018). Dans le cadre de cette coopération interinstitutionnelle, un atelier de préévaluation a réuni plus de 20 parties prenantes, notamment des organismes de réglementation, des autorités fiscales, ainsi que des établissements financiers et autres.

Les efforts visant à renforcer les capacités des diverses institutions locales chargées de suivre, de détecter et de réglementer les FFI devraient être soutenus. Les services nationaux de renseignement financier sont des organismes publics qui jouent un rôle central en tant que destinataires de notifications sur des transactions importantes et/ou suspectes. Ils analysent ces informations et les transmettent aux organes chargés de l'application des lois si nécessaire. Les autorités fiscales devraient être capables d'examiner les contrats commerciaux et les déclarations comptables et fiscales des entreprises, de recenser les prix exacts des produits et de combattre les pratiques abusives. Les autorités douanières sont chargées de surveiller et d'évaluer la véracité des prix des produits des exportations et des importations et de leurs quantités, alors que les autorités judiciaires sont responsables de l'application des lois. Il incombe aux décideurs de concevoir des politiques et des lois qui s'attaquent aux FFI. D'où

l'importance de soutenir le renforcement des capacités institutionnelles à tous les échelons des autorités nationales en Afrique.

Plus précisément, les autorités fiscales de nombreux pays africains ont un besoin urgent de ressources supplémentaires et d'activités de renforcement des capacités et de formation. Elles sont en sous-effectif et manquent des compétences voulues. Par exemple, dans une enquête menée au Nigéria, 62 % des entreprises interrogées ont répondu s'inquiéter du manque de connaissances des agents fiscaux pendant les audits (AndersenTax, 2019). Afin de renforcer ses capacités de recouvrement de l'impôt, ce qui pose problème dans de nombreux pays africains, comme l'illustre le chapitre 4, le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, par exemple, a investi des ressources dans les capacités d'audit après une décennie d'investissements privés dans le secteur extractif pendant laquelle les recettes perçues sont restées faibles. En 2009, il a créé l'Agence tanzanienne d'audit des ressources minérales, qui est un organisme autonome relevant du Ministère de l'énergie et des minéraux. L'Agence est chargée de suivre la qualité et la quantité des minéraux produits et exportés par les compagnies minières et de réaliser des audits financiers. Dotée de ressources et d'effectifs suffisants, y compris de spécialistes de la fiscalité, de scientifiques de l'environnement, d'analystes des technologies de l'information, d'ingénieurs et de gemmologues, elle a réussi à mener des audits financiers et à lutter contre les prix de transfert. Grâce à la coopération efficace entre l'Agence et les autorités fiscales tanzaniennes, 65 millions de dollars supplémentaires ont été perçus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés entre 2009 et 2015, ce qui représente 7 % des recettes fiscales provenant du secteur extractif enregistrées pendant cette période (Redhead, 2017).

7.6 Consacrer davantage de ressources au recouvrement des avoirs volés

La lenteur des progrès réalisés dans le recouvrement des avoirs volés souligne la nécessité d'accroître les capacités nationales et internationales afin d'en accélérer le rythme dans le cadre de la Décennie d'action. À cet égard, la communauté internationale devrait soutenir davantage les initiatives telles que l'initiative StAR de la Banque mondiale et de l'ONUDC, qui visent à donner des conseils pratiques sur la stratégie de recouvrement des avoirs et la gestion des efforts qui y sont consacrés. Le caractère multilatéral des organisations à la tête de ce projet en fait un cadre approprié de dialogue et de collaboration sur des cas précis qui impliquent souvent différents pays, aussi bien développés qu'en développement.

7.7 Protéger et appuyer les organisations de la société civile, les dénonciateurs d'abus et les journalistes d'investigation

Les organisations de la société civile, les dénonciateurs d'abus et les journalistes d'investigation jouent un rôle essentiel dans la divulgation de l'ampleur des FFI et des mécanismes qui les sous-tendent en Afrique et ailleurs. Au sein de cette chaîne d'acteurs, les initiatives relatives à la transparence doivent être encouragées et soutenues, notamment lorsqu'elles recourent aux nouvelles technologies. En République-Unie de Tanzanie par exemple, Jamii Forums est une plateforme d'information et de réseau social qui a déjà révélé plusieurs scandales de corruption au niveau national. Elle a 3 millions de suiveurs sur Facebook et en 2015, elle avait 28 millions d'abonnés à son application pour téléphones mobiles⁹³. Au Kenya, l'application Action for Transparency, produite par Transparency International-Kenya, donne des informations sur les promesses de versement de fonds aux écoles et aux hôpitaux en les comparant aux sommes réellement débloquées⁹⁴.

Au niveau mondial, des organisations comme Open Ownership et la Financial Transparency Coalition s'efforcent de mettre fin à la législation du secret qui empêche de pratiquer une transparence totale sur les bénéficiaires effectifs. À côté de l'ATAF, qui joue un rôle central en matière de fiscalité, d'autres organisations telles que Tax Justice Network-Africa mènent aussi des initiatives de renforcement des capacités. Par exemple, en 2015, la campagne de Tax Justice Network en faveur de la renégociation de la convention fiscale de la Zambie avec l'Irlande et les Pays-Bas, visant à y introduire des dispositions contre les pratiques abusives, a été couronnée de succès. De même, Action Aid et ses partenaires ont vigoureusement soutenu au Malawi la campagne contre les conventions fiscales en vigueur, qui profitaient du faible régime d'imposition du pays et des failles offrant de nombreuses possibilités d'évasion fiscale⁹⁵.

Les dénonciateurs d'abus courent des risques énormes mais la loi devrait les protéger car ils peuvent servir l'intérêt public. Par exemple, en octobre 2019, le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté de nouvelles règles visant à faire en sorte que les pays membres modifient leur droit interne pour protéger les dénonciateurs internes de fautes. L'impact des documents panaméens (« Panama papers ») sur l'élaboration

⁹³ Voir <https://thelawmarket.com/anti-corruption-and-anti-bribery-apps-2dc578efad6e>.

⁹⁴ Voir <https://actionfortransparency.org/>.

⁹⁵ Voir <https://mwntation.com/treasury-reviewing-double-taxation-pacts/>.

de la législation illustre la portée importante de la dénonciation d'abus. Suite aux révélations de la presse, de nombreux pays, notamment l'Australie et la France, ont mis en place des commissions parlementaires pour étudier des mesures visant à combattre l'évasion fiscale. Certaines d'entre elles ont incité le législateur à modifier des dispositions relatives aux pratiques d'évasion fiscale des multinationales. On estime, par exemple, que 7 milliards de dollars australiens par an correspondant au chiffre d'affaires de 44 entreprises multinationales seront de nouveau enregistrés en Australie⁹⁶.

7.8 Mettre en place des passerelles entre les entreprises multinationales, la fiscalité et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Réduire les flux financiers illicites au profit de la transformation structurelle

Les pays africains devraient informer tous les acteurs, y compris les entreprises multinationales, du rôle prépondérant que la réduction des flux financiers illicites jouerait dans le financement du développement durable sur le continent (chap. 5). En outre, les gouvernements et les entreprises multinationales devraient collaborer de manière constructive à l'élimination de la fraude fiscale et à la réduction de l'évasion fiscale. Ils devraient ainsi aider à remédier aux effets des FFI sur la stabilité économique, politique et sociale en Afrique et ailleurs (introduction et chap. 1).

Tenir compte de la fiscalité ... dans le cadre de la publication d'informations environnementales, sociales et relatives à la gouvernance

L'examen du régime international d'imposition des sociétés et des ouvrages économiques théoriques publiés sur les entreprises multinationales et les prix de transfert montre que les pratiques fiscales de ces entreprises sont néfastes pour le développement (chap. 3). En outre, les principes directeurs internationaux portant sur l'amélioration des pratiques sont des dispositions de droit souple qui ne sont pas contraignantes tandis que les systèmes internes de réglementation ne sont pas suffisamment développés. En conséquence, les pays africains sont devenus tributaires des contrats d'exploitation minière et des accords particuliers des communautés de

⁹⁶ Voir www.theguardian.com/australia-news/2019/apr/05/tax-office-may-apply-40-tax-against-multinationals-for-diverting-profits.

développement (chap. 4). Étant donné que les acteurs du secteur privé s'intéressent de plus en plus aux questions de durabilité, les pays africains devraient s'appuyer sur la publication croissante d'informations environnementales, sociales et relatives à la gouvernance pour faire le lien entre ces mécanismes de communication et les objectifs de réduction des FFI au profit du développement durable. L'extension de l'initiative pour des marchés boursiers durables montre qu'un nombre croissant de bourses rendent obligatoire la publication par les entreprises cotées d'informations environnementales, sociales et relatives à la gouvernance, ce qui constitue un bon point de départ pour entamer un examen plus approfondi des éléments liés à la fiscalité⁹⁷. À cet égard, les efforts visant à renforcer les capacités des gouvernements de mesurer et de suivre la contribution du secteur privé à l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 devraient être encouragés. La CNUCED, par exemple, mène un projet visant à mettre en place un cadre directif favorable à la publication par les entreprises d'informations sur la durabilité et les objectifs de développement durable en Afrique et en Amérique latine⁹⁸. Parmi d'autres exemples figurent les pactes de transparence comme Publish What You Pay conclus entre des gouvernements et le secteur privé⁹⁹.

On devrait s'efforcer d'intégrer la fiscalité dans la publication d'informations environnementales, sociales et relatives à la gouvernance en tenant compte des résultats contrastés de la participation du secteur privé aux initiatives en matière de durabilité. Des analystes économiques importants constatent, par exemple, que ni la crise de 2008, ni la responsabilité sociale des entreprises, ni les initiatives de durabilité n'ont modifié le statu quo actuel, à savoir que la population et la planète sont au service de l'économie, que l'économie est au service de la finance et que la finance est avant tout à son propre service (Saïd Business School, 2019).

7.9 Investir dans la recherche afin de rendre compte des liens entre les flux financiers illicites, la durabilité environnementale et les changements climatiques

L'examen des sources des FFI illustre l'ampleur des activités néfastes à l'environnement, telles que l'exploitation forestière illégale, la pêche illégale, l'exploitation minière illégale et le trafic illégal de déchets (chap. 1). De même, comme il ressort de l'analyse empirique

⁹⁷ Pour de plus amples informations sur l'initiative, voir <https://sseinitiative.org/>.

⁹⁸ Voir <https://unctad.org/en/Pages/DIAE/ISAR/UNDA-Project-1819H.aspx>.

⁹⁹ Voir <https://www.pwyp.org/>.

réalisée dans le rapport (chap. 5), les externalités négatives provenant du secteur extractif n'ont pas seulement des retombées sur d'autres secteurs comme l'agriculture, mais touchent aussi les ressources en eau essentielles au niveau communautaire. Cependant, les problèmes dus aux caractéristiques dominantes des modèles économiques actuels de la transformation structurelle et les contraintes en matière de données rendent difficile l'établissement de liens de causalité dans les modèles économétriques sur les FFI et développement durable.

Compte tenu de ces constatations, davantage de travaux de recherche devraient être consacrés à l'intégration de la valeur des dommages environnementaux causés par les sources prédominantes des flux illicites dans les initiatives en cours sur la mesure des FFI. Ces efforts pourraient permettre aux gouvernements africains de renforcer l'argumentation en faveur de l'établissement de passerelles dans les négociations sur la réduction des FFI et l'appel au financement de l'action climatique (chap. 5).

7.10 Redonner confiance dans le multilatéralisme par des mesures concrètes de lutte contre les flux financiers illicites

Appuyer l'initiative multilatérale prise par le Conseil économique et social de l'ONU et l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de réduire les flux financiers illicites

Le multilatéralisme suppose de recourir à la coopération internationale pour trouver des solutions aux problèmes transnationaux. La mondialisation a fait apparaître une série de nouveaux obstacles au multilatéralisme en diffusant les problèmes transnationaux et en associant de nombreux acteurs non étatiques (Newman et al., eds., 2006). Les FFI sont l'un de ces problèmes transnationaux qui pourrait donc être résolu par la voie multilatérale. À cette fin, l'on pourrait mettre à profit les enseignements tirés de la collaboration multilatérale à l'action internationale sur les produits de base (chap. 4).

Outre les multiples résolutions adoptées sur les FFI, des initiatives récentes telles que l'initiative conjointe visant à mettre en place un groupe de haut niveau sur la comptabilité financière, la transparence et l'intégrité qui relève de la présidence de l'Assemblée générale et de la présidence du Conseil économique et social permettent d'espérer que davantage de mesures concrètes seront prises pour lutter contre les FFI sous la forme d'une action multilatérale inclusive. Cette initiative conjointe s'inscrit dans le cadre de la Décennie d'action visant à promouvoir une accélération de la réalisation du Programme

de développement durable à l'horizon 2030. Le groupe est censé produire un rapport intérimaire en juillet 2020 et un rapport final en janvier 2021.

Consacrer davantage de ressources à la coopération internationale sur les flux financiers illicites

Davantage de ressources sont nécessaires pour amplifier les activités que divers organismes et donateurs consacrent au renforcement des capacités des autorités fiscales en Afrique. L'OCDE et le PNUD, par exemple, ont mis en place un programme d'assistance technique à la vérification fiscale appelé Inspecteurs des impôts sans frontières qui porte de manière prédominante sur les multinationales. Le programme aurait contribué à augmenter les recettes fiscales en Afrique de 220 millions de dollars entre 2013 et 2018 (OECD and UNDP, 2018). Plusieurs donateurs se sont engagés à doubler leur aide au renforcement des capacités fiscales entre 2015 et 2020 dans le cadre de l'Initiative fiscale d'Addis-Abeba, qui vise à accroître le volume et la qualité de l'assistance technique pour renforcer la mobilisation des ressources internes dans les pays partenaires. En outre, l'OCDE et trois pays (Allemagne, Italie et Kenya) ont lancé le programme pilote Africa Academy for Tax and Financial Crime Investigation à la Conférence que le Groupe des Vingt a tenue sur l'Afrique à Berlin en juin 2017. Ce programme portera sur tous les aspects de la conduite et de la gestion des enquêtes financières, y compris les pratiques plus complexes de blanchiment d'argent et le rôle des enquêteurs fiscaux, les techniques d'investigation, la détection, le gel et le recouvrement des avoirs, la gestion des enquêtes internationales et des sujets spécialisés tels que les escroqueries fiscales de taxe à la valeur ajoutée sur les biens et les services.

Resserrer la coopération concernant la lutte contre les flux financiers illicites en vue de réaliser les objectifs de développement durable ayant trait à la santé et de renforcer la résilience aux chocs

L'épidémie actuelle de maladie à coronavirus est premièrement et avant tout une crise sanitaire. Deuxièmement, elle entrave la réalisation des objectifs de développement durable ayant trait à la santé. Troisièmement, elle devient rapidement la cause d'une récession économique et financière mondiale dont les conséquences économiques et sociales sont graves pour les pays les plus pauvres. Il ne sera pas facile de lutter contre la crise dans un contexte d'insuffisance des fonds alloués à la santé dans le monde entier (Glied and Miller, 2015), notamment en Afrique. Bien qu'elle soit la première à devenir mondiale, cette épidémie de coronavirus n'est pas la première crise sanitaire de portée internationale. La crise d'Ébola a suscité des débats sur la création d'un fonds international d'urgence sanitaire (Ooms and Hammond, 2014). Elle a aussi mis en

lumière le rôle que la gouvernance mondiale pourrait jouer dans le domaine de la santé, au moyen d'un partenariat et d'une assistance financière et technique ainsi que d'une réduction des inégalités en matière de santé (Waris and Latif, 2015). Ces questions sont encore d'actualité et les occasions perdues de recouvrer des recettes budgétaires à cause de l'évasion et de la fraude fiscales devraient être abordées (ibid.). Même si l'épidémie actuelle semble moins toucher les femmes que les hommes, les femmes ressentiront probablement les conséquences socioéconomiques de la crise car ce sont essentiellement elles qui prennent soin de leur famille. Compte tenu des incidences, qui commencent à se dessiner, de la crise actuelle de maladie à coronavirus, il faut s'attendre à ce que la réalisation des objectifs de développement durable soit plus difficile et dépende essentiellement de la capacité des pays africains de réduire les FFI, qui entravent la mobilisation de ressources suffisantes pour financer le développement.

Trouver des solutions gagnant-gagnant

Outre leur participation aux mécanismes actuels d'échange d'informations et malgré les difficultés à éviter la concurrence fiscale, les pays en développement peuvent décider ensemble de définir des domaines d'intérêt communs. Ils pourraient, par exemple, tomber d'accord pour, au lieu de donner des incitations fiscales sur les bénéficiaires, faire porter les incitations sur l'activité économique en fonction d'un ensemble d'indicateurs relatifs à l'économie réelle. De même, davantage de ressources pourraient être mises en commun pour lancer des initiatives de renforcement des capacités dans un double objectif, à savoir : a) échanger des expériences et des ressources ; b) former une coalition dans les domaines d'intérêt communs.

À cet égard, les pays africains pourraient échanger des tactiques de négociation sur la manière de combiner de multiples objectifs avec d'autres pays du Sud. La République de Corée, par exemple, a présenté avec succès une requête portant sur la restitution d'œuvres du patrimoine culturel en 2010 dans le cadre de négociations commerciales bilatérales avec la France (Savoy, 2018)¹⁰⁰.

Cependant, compte tenu de la divergence des intérêts économiques, il sera difficile d'obtenir un consensus entre les pays sur la lutte contre les FFI mais il faudrait pleinement l'envisager. En effet, les petits États insulaires en développement, par exemple, sont en tête de liste des juridictions observant le secret financier. Dans de tels cas, la définition de domaines d'intérêt communs serait plus problématique et nécessiterait des investissements accrus dans les évaluations préliminaires des domaines de convergence et de compromis.

¹⁰⁰ Voir <https://www.theartnewspaper.com/comment/the-restitution-revolution-begins>.

7.11 Lutter contre les flux financiers illicites sur le plan de l'éthique

À de nombreux points de vue, la lutte contre les flux financiers illicites est une question d'éthique. Ces préoccupations éthiques sont prises en compte par tous les acteurs participant à la lutte contre les FFI, y compris les entreprises multinationales¹⁰¹. En Afrique, l'importance de l'éthique transparait dans le mécanisme africain d'examen par les pairs. La méthode élaborée pour le mécanisme comprend comme domaine thématique la gouvernance des entreprises et l'objectif de veiller à ce que les pratiques internes des organisations respectent l'éthique, qui vise à s'attaquer à la corruption et aux flux illicites de fonds (African Union Commission, 2019: 130).

7.12 Conclusion

Le multilatéralisme a un rôle clair à jouer en atténuant les conséquences néfastes des FFI et en encourageant la participation des pays africains à la gouvernance mondiale. Les recommandations tirées de l'analyse exposée dans le rapport sont censées renforcer les politiques adoptées pour lutter contre l'importance et l'impact des FFI. L'Afrique en ressortirait plus forte et plus résiliente, et serait mieux à même de lutter contre la pandémie actuelle de maladie à coronavirus et les problèmes à venir.

¹⁰¹ Selon la Banque mondiale, par exemple, une évolution susceptible d'avoir des retombées plus importantes est l'attention accrue que le secteur privé accorde au respect de l'éthique dans toutes ses pratiques économiques. Les risques juridiques et commerciaux accrus liés à toute association à la corruption ont incité les entreprises à élaborer des programmes d'éthique et de conformité (disponible à l'adresse www.worldbank.org/en/topic/financialsector/brief/illicit-financial-flows-iffs).

Références

- Abotsi KE, Galizzi P and Herklotz A (2015). Wildlife crime and degradation in Africa: An analysis of the current crisis and prospects for a secure future. *Fordham Environmental Law Review*. 27(3):394–441.
- ActionAid (2016). Mistreated: The tax treaties that are depriving the world's poorest countries of vital revenue. Available at https://actionaid.org/sites/default/files/actionaid_-_mistreated_tax_treaties_report_-_feb_2016.pdf.
- Adam S (2019). How high are our taxes, and where does the money come from? Briefing Note 259. The Institute for Fiscal Studies.
- AfDB, OECD, UNDP and UNECA (2012). *African Economic Outlook 2012: Promoting Youth Employment*. OECD Publishing. Paris.
- AfDB (2015). International anti-corruption day: AfDB calls for stronger measures in Africa. Available at <https://www.afdb.org/en/news-and-events/international-anti-corruption-day-afdb-calls-for-stronger-measures-in-africa-15205>.
- Africa Renewal* (2020). Promotion of international cooperation to combat illicit financial flows. Available at <https://www.un.org/africarenewal/news/promotion-international-cooperation-combat-illicit-financial-flows>.
- African Union Commission (2019). *Domestic Resource Mobilization: Fighting Against Corruption and Illicit Financial Flows*. Addis Ababa.
- Ahene-Codjoe AA and Alu A (2019). Commodity trade-related illicit financial flows: Evidence of abnormal pricing in commodity exports from Ghana. Working Paper No. 3. University of Ghana.
- Ajayi SI and Khan MS, eds. (2000). *External Debt and Capital Flight in Sub-Saharan Africa*. IMF. Washington, D.C.
- Ajayi SI and Ndikumana L, eds. (2014). *Capital Flight from Africa: Causes, Effects and Policy Issues*. Oxford University Press. Oxford.
- Alfers L (2016). Our children do not get the attention they deserve: A synthesis of research findings on women informal workers and childcare from six membership-based organizations. *Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing*. Cambridge, United States.
- Alliance Sud, Centre for Economic and Social Rights, Global Justice Clinic, New York University School of Law, Public Eye and Tax Justice Network (2016). Swiss responsibility for the extraterritorial impacts of tax abuse on women's rights. Report submitted to the sixty-fifth session of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women. Geneva. 24 October–18 November.

- Allingham MG and Sandmo A (1972). Income tax evasion: A theoretical analysis. *Journal of Public Economics*. 1(3):323–338.
- Alstadsæter A, Johannesen N and Zucman G (2018). Who owns the wealth in tax havens? Macro evidence and implications for global inequality. *Journal of Public Economics*. 162(C):89–100.
- Ampah IK and Kiss GD (2019). Economic policy implications of external debt and capital flight in sub-Saharan Africa's heavily indebted poor countries. *Society and Economy*. 41(4):523–542.
- Amundsen I (2017). Nigeria: Defying the resource curse. In: William A and Le Billon P, eds. *Corruption, Natural Resources and Development: From Resource Curse to Political Ecology*. Edward Elgar Publishing. Cheltenham and Northampton, United Kingdom.
- AndersenTax (2019). Review of transfer pricing development in Africa: A study of key sub-Saharan African countries. Available at https://andersentax.ng/docs/review_of_transfer_pricing_development_in_africa_10042019.pdf.
- Anderson B and Jooste J (2014). Wildlife poaching: Africa's surging trafficking threat. Security Brief No. 28. Africa Centre for Strategic Studies.
- Aragón FM and Rud JP (2016). Polluting industries and agricultural productivity: Evidence from mining in Ghana. *The Economic Journal*. 126(597):1980–2011.
- Ariyoshi A, Kirilenko A, Ötker I, Laurens B, Canales Kriljenko J and Habermeier K (2000). Capital controls: Country experiences with their use and liberalization. Occasional Paper No. 190. IMF.
- Asfaw S, Kassie M, Simtowe F and Lipper L (2012). Poverty reduction effects of agricultural technology adoption: A micro evidence from rural [United Republic of] Tanzania. *The Journal of Development Studies*. 48(9):1288–1305.
- ATAF (2019). ATAF high-level tax policy dialogue: Ensuring Africa's place in the taxation of the digital economy. Available at https://events.ataftax.org/media/documents/42/documents/OUTCOMES_STATEMENT_-_3rd_HLPD_Zimbabwe_FINAL.pdf.
- Auty RM (1993). *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*. Routledge. London.
- Ayogu MD and Gbadebo-Smith F (2014). Governance and illicit financial flows. In: Ajayi SI and Ndikumana L, eds. *Capital Flight from Africa: Causes, Effects and Policy Issues*. Oxford University Press. Oxford.
- Baker RW (2005). *Capitalism's Achilles' Heel: Dirty Money and How to Renew the Free-Market System*. John Wiley and Sons. Hoboken, United States.

- Banga R (2013). Measuring value in global value chains. Regional Value Chains Background Paper No. 8. UNCTAD.
- Barthel F, Busse M and Neumayer E (2010). The impact of double taxation treaties on foreign direct investment: Evidence from large dyadic panel data. *Contemporary Economic Policy*. 28(3):366–377.
- Bates RH (2006). Institutions and development. *Journal of African Economies*. 15(1):10–61.
- Beer S and Loeprick J (2018). The cost and benefits of tax treaties with investment hubs: Findings from sub-Saharan Africa. Policy Research Working Paper 8623. World Bank.
- Beja jr. EL (2006). Revisiting the revolving door: Capital flight from Southeast Asia. Working Paper No. 16. United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- Benk S, McGee RW and Yuzbasi B (2015). How [do] religions affect attitudes toward ethics of tax evasion? A comparative and demographic analysis. *Journal for the Study of Religions and Ideologies*. 14(41):202–223.
- Bensassi S, Jarreau J and Mitaritonna C (2016). Determinants of cross-border informal trade: The case of Benin. Working Paper. International Food Policy Research Institute.
- Bergstrand JH and Egger P (2007). A knowledge-and-physical-capital model of international trade flows, foreign direct investment and multinational enterprises. *Journal of International Economics*. 73(2):278–308.
- Berman N, Couttenier M, Rohner D and Thoenig M (2017). This mine is mine! How minerals fuel conflicts in Africa. *American Economic Review*. 107(6):1564–1610.
- Besley T and Persson T (2010). State capacity, conflict and development. *Econometrica*. 78(1):1–34.
- Bhagwati J (1964). On the underinvoicing of imports. *Bulletin of the Oxford University Institute of Economics and Statistics*. 27(4):389–397.
- Bhagwati J (1967). Fiscal policies, the faking of foreign trade declarations and the balance of payments. *Bulletin of the Oxford University Institute of Economics and Statistics*. 29(1):61–77.
- Bicaba Z, Brixiová Z and Ncube M (2015). Capital account policies, IMF programmes and growth in developing regions. Working Paper Series No. 217. AfDB.

- Biggs EM, Bruce E, Boruff B, Duncan JMA, Horsley J, Pauli N, McNeill K, Neef A, Van Ogtrop F, Curnow J, Haworth B, Duce S and Imanari Y (2015). Sustainable development and the water-energy-food nexus: A perspective on livelihoods. *Environmental Science and Policy*. 54:389–397.
- Birdsall N and Londono JL (1997). Asset inequality matters: An assessment of the World Bank's approach to poverty reduction. *The American Economic Review*. 87(2):32–37.
- Birdsall N, Ross D and Sabot R (1995). Inequality and growth reconsidered: Lessons from East Asia. *The World Bank Economic Review*. 9(3):477–508.
- Blankenburg S and Khan M (2012). Governance and illicit flows. In: Reuter P, ed. *Draining Development? Controlling Flows of Illicit Funds from Developing Countries*. World Bank. Washington, D.C.:21–68.
- Bolwijn R, Casella B and Rigo D (2018). An FDI-driven approach to measuring the scale and economic impact of BEPS. *Transnational Corporations*. 25(2):107–144.
- Boston Consulting Group, the Sutton Trust (2014). Pathways to banking: Improving access for students from non-privileged backgrounds. Available at <https://eric.ed.gov/?q=SERVICES+AND+BANKING&id=ED559276>.
- Bouterige Y, de Quatrebarbes C and Laporte B (2019). Mining taxation in Africa: What recent evolution in 2018? Working Paper P257. Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement.
- Braun J, Kasper M, Majdanska A and Somare M (2016). Drivers of suspicious transaction reporting levels: Evidence from a legal and economic perspective. *Journal of Tax Administration*. 2(1):95–125.
- Bridge G (2004). Mapping the bonanza: Geographies of mining investment in an era of neoliberal reform. *The Professional Geographer*. 56(3):406–421.
- Brink J (2018). South Africa's first transfer pricing case? South African Institute of Tax Professionals. Available at <https://www.thesait.org.za/news/409156/South-Africas-first-transfer-pricing-case-.htm>.
- Brugger F and Engenbretsen R (2019). Value chain risk maps. R4D-IFF Working Paper Series. Available at https://curbingiffsdotorg.files.wordpress.com/2019/02/r4d_iff_valuechainriskmaps-1.pdf.
- Bundhoo-Jougla S, Kochen A and Williams T (2005). Bilateral analysis of asymmetries in foreign trade statistics between Germany and the United Kingdom. Edicom Report 200453202016. Her Majesty's Revenue and Customs. Southend-on-Sea, United Kingdom.

- Byerlee DR, Jackson CP and Diao X (2005). Agriculture, rural development and pro-poor growth: Country experiences in the post-reform era. Agriculture and Rural Development Discussion Paper No. 21. World Bank.
- Campos JE and Pradhan S, eds. (2007). *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*. World Bank. Washington, D.C.
- Capraro C (2014). Taxing men and women: Why gender is crucial for a fair tax system. Christian Aid. London.
- Carbonnier G and de Cadena AZ (2015). Commodity trading and illicit financial flows. *Revue internationale de politique de développement*.
- Carbonnier G and Mehrotra R (2018). Trade-related illicit financial flows: Conceptual framework and empirical methods. Working Paper No. R4D-IFF-WP01-2018. The Graduate Institute of International and Development Studies
- Carbonnier G and Mehrotra R (2019). Abnormal pricing in international commodity trade: Empirical evidence from Switzerland. Discussion Paper No. R4D-IFF-WP01-2019. The Graduate Institute of International and Development Studies.
- Cardoso EA and Dornbusch R (1989). Foreign private capital flows. In: Chenery H and Srinivasan TN, eds. *Handbook of Development Economics*. Elsevier:1387–1439.
- Carr DL, Markusen JR and Maskus KE (2001). Estimating the knowledge-capital model of the multinational enterprise. *American Economic Review*. 91(3):693–708.
- Carter P (2017). Why do development finance institutions use offshore financial centres? Overseas Development Institute.
- Cathey J, Hong KP and Pak SJ (2018). Estimates of undervalued import of EU[European Union] countries and the US[United States] from the Democratic Republic of [the] Congo during 2000–2010. *International Trade Journal*. 32(1):116–128.
- Chaikin D and Sharman JC (2009). Corruption and money-laundering. *Journal of Law and Society*. 36(4):589–591.
- Chaisse J (2016). The E15 initiative: Strengthening the global trade and investment system for sustainable development. International Centre for Trade and Sustainable Development and World Economic Forum. Available at <http://e15initiative.org/publications/international-investment-law-taxation-coexistence-cooperation/>.
- Chalendard C, Raballand G and Rakotoarisoa A (2016). The use of detailed statistical data in customs reform: The case of Madagascar. Policy Research Working Paper No. 7625. World Bank.
- Chérel-Robson M (2017). Is local content a catalyst for development? The case of oil in Nigeria. Background document to the *Commodities and Development Report 2017*.

- Chibundu MO (2010). Tensions between international law and domestic responsibilities. *International Law Studies Journal of International Law*. 1:1–9.
- Cobham A and Janský P (2018). Global distribution of revenue loss from corporate tax avoidance: Re-estimation and country results. *Journal of International Development*. 30(2):206–232.
- Cobham A and Janský P (2019). Measuring misalignment: The location of US[United States] multinationals' economic activity versus the location of their profits. *Development Policy Review*. 37(1):91–110.
- Collier P (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford University Press. Oxford
- Collier P and Goderis B (2008). Commodity prices, growth and the natural resource curse: Reconciling a conundrum. Munich Personal Research Papers in Economics Archive. University Library of Munich, Germany.
- Collier P and Hoeffler A (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*. 56(4):563–595.
- Collier P, Hoeffler A and Pattillo C (2001). Flight capital as a portfolio choice. *World Bank Economic Review*. 15(1):55–80.
- Coulibaly BS and Gandhi D (2018). Mobilization of tax revenues in Africa: State of play and policy options. Policy Brief. Brookings.
- Crédit Suisse (2017). Global Wealth Report 2017: Where are we 10 years after the crisis? Available at <https://www.credit-suisse.com/about-us-news/en/articles/news-and-expertise/global-wealth-report-2017-201711.html>.
- Crédit Suisse (2019). The Crédit Suisse gender 3000 report 2019: The changing face of companies. Available at <https://www.credit-suisse.com/about-us-news/en/articles/news-and-expertise/cs-gender-3000-report-2019-201910.html>.
- Crivelli E, de Mooij RA and Keen MJ (2015). Base erosion, profit shifting and developing countries. Working Paper No. 15/118. IMF.
- Cumby R and Levich R (1987). On the definition and magnitude of recent capital flight. Working Paper No. w2275. National Bureau of Economic Research.
- Dachraoui H and Smida M (2014). Measurement of capital flight and its impact on domestic investment in emerging countries. Munich Personal Research Papers in Economics Archive. University Library of Munich, Germany.
- Daurer V (2014). *Tax Treaties and Developing Countries*. Series on International Taxation No. 44. Kluwer Law International.

- De Wulf L (1981). Statistical analysis of under- and overinvoicing of imports. *Journal of Development Economics*. 8(3):303–323.
- Devereux MP and Griffith R (1998). Taxes and the location of production: Evidence from a panel of US[United States] multinationals. *Journal of Public Economics*. 68(3):335–367.
- Devereux MP and Griffith R (2003). Evaluating tax policy for location decisions. *International Tax and Public Financing*. 10(2):107–126.
- DLA Piper (2012). Mining in Africa: A legal overview. Available at <https://www.dlapiper.com/en/global/insights/publications/2018/08/mining-in-africa/>.
- Douglas LR and Alie K (2014). High-value natural resources: Linking wildlife conservation to international conflict, insecurity and development concerns. *Biological Conservation*. 171:270–277.
- Eckstein D, Hutfild M-L and Wings M (2019). Global climate risk index: Who suffers most from extreme weather events? Weather-related loss events in 2017 and 1998 to 2017. Briefing paper. German Watch.
- EITI Togo (2013). Report on the reconciliation of extractive payment and revenues for the year 2013. Available at <https://itietogo.org/rapport-itie/>.
- Elborgh-Woytek K, Newiak M, Kochhar K, Fabrizio S, Kpodar KR, Wingender P, Clements BJ and Schwartz G (2013). Women, work and the economy: Macroeconomic gains from gender equity. Staff Discussion Notes No. 13/10. IMF.
- El-Kady H (2016). Towards a more effective international investment policy framework in Africa. *Transnational Dispute Management*. 4.
- El-Kady H and De Gama M (2019). The reform of the international investment regime: An African perspective. *International Centre for Settlement of Investment Disputes Review – Foreign Investment Law Journal*. 34(2):482–495.
- European Commission (2017). The EU[European Union] new conflict minerals regulation: A quick guide if you're involved in the trade in tin, tungsten, tantalum or gold. Available at https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2017/march/tradoc_155423.pdf.
- European Parliament (2017). Report A8-0357/2017. Available at https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2017-0357_EN.html.
- Ezenagu A (2019). Safe harbour regimes in transfer pricing: An African perspective. ICTD Working Paper No. 100. Available at <https://www.ictd.ac/publication/safe-harbour-regimes-in-transfer-pricing-an-african-perspective/>.

- Feld L and Frey B (2006). Tax evasion in Switzerland: The roles of deterrence and tax morale. Working Paper. Centre for Research in Economics, Management and the Arts.
- Financial Action Task Force (2003). *Financial Action Task Force: 40 Recommendations*. Available at <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/FATF%20Standards%20-%2040%20Recommendations%20rc.pdf>.
- Financial Action Task Force (2015). *Annual Report 2015–2016*. Available at www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/FATF-annual-report-2015-2016.pdf.
- Financial Action Task Force–Asia Pacific Group on Money-Laundering (2018). *Financial Flows from Human Trafficking*. Paris.
- Fitter R and Kaplinsky R (2001). Who gains from product rents as the coffee market becomes more differentiated? A value chain analysis. *Institute of Development Studies Bulletin*. 32(3):69–82.
- Fofack H and Ndikumana L (2010). Capital flight repatriation: Investigation of its potential gains for sub-Saharan African countries. *African Development Review*. 22(1):4–22.
- Forstater M (2017). Gaps in trade data ≠ criminal money-laundering. Available at <https://www.cgdev.org/blog/gaps-trade-data-criminal-money-laundering>.
- Forstater M (2018). Illicit financial flows, trade misinvoicing and multinational tax avoidance: The same or different? Policy Paper No. 123. Centre for Global Development
- France, Assemblée Nationale (2019). Mission d'information commune relative au bilan de la lutte contre les montages transfrontaliers. Available at http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/bilan_lutte_montages_transfrontaliers_mi.
- Francophone LIC[Low-Income Country] Finance Ministers Network (2014). LIC[Low-Income Country] Ministers demand their fair share of global tax revenues. Available at <http://www.oecd.org/dac/OIF%20Recommendations.pdf>.
- Frankel JA (2010). The natural resource curse: A survey. Working Paper No. 15836. National Bureau of Economic Research.
- Fukuda-Parr S (2003). The human development paradigm: Operationalizing Sen's ideas on capabilities. *Feminist Economics*. 9:301–317.
- Fukuda-Parr S and Kumar S, eds. (2006). *Readings in Human Development: Concepts, Measures and Policies for a Development Paradigm*. Oxford University Press. Oxford.

- Gaspar V, Amaglobeli D, Escribano MG, Prady D and Soto M (2019). Fiscal policy and development: Human, social and physical investments for the SDGs[Sustainable Development Goals]. Staff Discussion Notes No. 19/03. IMF.
- Gayi S (2020). Illicit financial flows and commodities in Africa. Background paper. UNCTAD.
- Gayi S and Chérel-Robson M (forthcoming). International commodity governance and illicit financial flows. UNCTAD. Geneva.
- Gholami H and Salihu HA (2019). Combating corruption in Nigeria: The emergence of whistle-blowing policy. *Journal of Financial Crime*. 26:131–145.
- Gibbon P (2001). Upgrading primary production: A global commodity chain approach. *World Development*. 29(2):345–363.
- Gibbon P and Ponte S (2005). *Trading Down: Africa, Value Chains and the Global Economy*. Temple University Press. Philadelphia, United States.
- Gilbert C (2011). International agreements for commodity price stabilization: An assessment. Food, Agriculture and Fisheries Working Papers No. 53. OECD.
- Glied SA and Miller EA (2015). Economics and health reform: Academic research and public policy. *Medical Care Research and Review*. 72(4):379–394.
- Global Financial Integrity (2017). Illicit financial flows to and from developing countries: 2005–2014. Available at www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2017/05/GFI-IFF-Report-2017_final.pdf.
- Global Financial Integrity (2019). Illicit financial flows to and from 148 developing countries: 2006–2015. Available at <https://gfintegrity.org/report/2019-iff-update/>.
- Godonou A (2007). A propos de l'universalité et du retour des biens culturels. Available at <http://africultures.com/a-propos-de-luniversalite-et-du-retour-des-biens-culturels-6752/>.
- Gray L, Hansen K, Recica-Kirkbride P and Mills L (2014). *Few and Far: The Hard Facts on Stolen Asset Recovery*. World Bank and OECD. Washington, D.C.
- Grigoli F (2015). A hybrid approach to estimating the efficiency of public spending on education in emerging and developing economies. *Applied Economics and Finance*. 2(1):19–32.
- Grigoli F and Kapsoli J (2013). Waste not, want not: The efficiency of health expenditure in emerging and developing economies. Working Paper No. 13/187. IMF.
- GSMA (2019). The mobile economy: Sub-Saharan Africa. Available at <https://www.gsma.com/mobileeconomy/sub-saharan-africa/>.

- Guj P, Marin S, Maybee B, Cawood F, Bocoum B, Gosai N and Huibregtse S (2017). *Transfer Pricing in Mining with a Focus on Africa: A Reference Guide for Practitioners*. World Bank and Minerals and Energy for Development Alliance. Washington, D.C.
- Haberly D and Wójcik D (2015). Regional blocks and imperial legacies: Mapping the global offshore FDI network. *Economic Geography*. 91(3):251–280.
- Hall RE and Jones CI (1999). Why do some countries produce so much more output per worker than others? *The Quarterly Journal of Economics*. 114(1):83–116.
- Hayashi F and Prescott EC (2006). The depressing effect of agricultural institutions on the pre-war Japanese economy. *Journal of Political Economy*. 116(4):573–632.
- Hearson M (2016). Measuring tax treaty negotiation outcomes: The ActionAid tax treaties data set. Working Paper No. 47. ICTD.
- Hearson M (2018). When do developing countries negotiate away their corporate tax base? *Journal of International Development*. 30(2):233–255.
- Hearson M (forthcoming). International tax avoidance in Africa. Background paper for *Economic Development in Africa Report 2020*. UNCTAD.
- Hearson M and Kangave J (2016). A review of Uganda's tax treaties and recommendations for action. Working Paper No. 50. Institute of Developmental Studies.
- Henry J (2012). The price of offshore revisited. Available at <https://www.taxjustice.net/2014/01/17/price-offshore-revisited/>.
- Herkenrath M (2014). Illicit financial flows and their developmental impacts: An overview. *Revue internationale de politique de développement*.
- Hong KP and Pak SJ (2017). Estimating trade misinvoicing from bilateral trade statistics: The devil is in the details. *International Trade Journal*. 31(1):3–28.
- Horst T (1971). The theory of the multinational firm: Optimal behaviour under different tariff and tax rates. *Journal of Political Economy*. 79(5):1059–1072.
- Hunter M and Smith A (2017). *Follow the Money: Financial Flows linked to Artisanal and Small-Scale Gold Mining in Sierra Leone – A Case Study*. Global Institute against Transnational Organized Crime.
- Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation (2018). A road map to improve rules for taxing multinationals. Available at www.dbriefsap.com/bytes/Feb2018_3.IndependentCommissionforReformofInternationalCorporateTaxreport.pdf.
- Ifejika SI (2018). The “other side” of whistle-blowing practice: Experiences from Nigeria. *Rule of Law and Anti-Corruption Centre Journal*. 4.

- Ihugba OA, Ukwunna JC and Obiukwu S (2019). Government education expenditure and primary school enrolment in Nigeria: An impact analysis. *Journal of Economics and International Finance*. 11(3):24–37.
- IMF (2004). *Financial Intelligence Units: An Overview*. Washington, D.C.
- IMF (2008). *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa*. Washington, D.C.
- IMF (2014). Implementing AML/CFT[Anti Money-Laundering/Combating the Financing of Terrorism] measures in the precious minerals sector: Preventing crime while increasing revenue. Technical Notes and Manuals 14/01.
- IMF (2020). IMF and the fight against illicit financial flows. Available at <https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2018/10/07/imf-and-the-fight-against-illicit-financial-flows>.
- Intergovernmental Action Group against Money-Laundering in West Africa (2014). *2014 Annual Report*. Dakar.
- Intergovernmental Action Group against Money-Laundering in West Africa (2018). Summary of countries' activity reports: October 2017–September 2018. Prepared for the thirtieth plenary meeting of the Technical Commission. 12–16 November 2018.
- Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals and Sustainable Development (2017). Guidance for Governments managing artisanal and small-scale mining. International Institute for Sustainable Development. Winnipeg, Canada.
- International Criminal Police Organization, Rhipito Norwegian Centre for Global Analysis and Global Initiative against Transnational Organized Crime (2018). *World Atlas of Illicit Flows*.
- International Finance Corporation (2014). *Sustainable and Responsible Mining in Africa: A Getting Started Guide*. Nairobi.
- International Labour Organization (2019). *A Quantum Leap for Gender Equality: For a Better Future of Work for All*. Geneva.
- Ireland, Ministry of Finance (2015). IBFD[International Bureau of Fiscal Documentation] spillover analysis: Possible effects of the Irish tax system on developing economies. Available at www.budget.gov.ie/Budgets/2016/Documents/IBFD_Irish_Spillover_Analysis_Report_pub.pdf.
- James D (2019). Anti-development impacts of tax-related provisions in proposed rules on digital trade in WTO. *Development*. 62(1):58–65.

- Janský P and Palanský M (2018). Estimating the scale of profit shifting and tax revenue losses related to foreign direct investment. Working Paper No. 21. UNU-WIDER. Helsinki.
- Jerven M (2013). *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What To Do About It*. Cornell University Press.
- Johannesen N, Tørsløv T and Wier L (2016). Are less developed countries more exposed to multinational tax avoidance? Method and evidence from micro data. Working Paper No. 10. UNU-WIDER. Helsinki.
- Kar D and Cartwright-Smith D (2009). Illicit financial flows from developing countries: 2002–2006. Available at DOI:10.2139/ssrn.1341946.
- Karl TL (1997). *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*. University of California Press. Berkeley, United States.
- Kaufman D, Kraay A and Mastruzzi M (2005). Governance matters IV: Governance indicators for 1996–2004. Policy Research Working Paper No. 3630. World Bank.
- Kharas H and McArthur J (2019). Building the SDG[Sustainable Development Goal] economy: Needs, spending and financing for universal achievement of the Sustainable Development Goals. Working Paper No. 131. Brookings.
- Knowles, S (2001). Inequality and economic growth: The empirical relationship reconsidered in the light of comparable data. Credit Research Paper No. 01/03. Centre for Research in Economic Development and International Trade. University of Nottingham, United Kingdom.
- Kose MA, Prasad ES, Rogoff K and Wei S-J (2009). Financial globalization: A reappraisal. *Panoeconomicus*. 56(2):143–197.
- Kotsadam A and Tolonen A (2016). African mining, gender and local employment. *World Development*. 83(C):325–339.
- Kuteesa F, Tumusiime-Mutebile E, Whitworth A and Williamson T, eds. (2010). *Uganda's Economic Reforms: Insider Accounts*. Oxford University Press. Oxford.
- Lannen A, Bürgi Bonanomi E, Rist S and Wehrli J (2016). Switzerland and the commodities trade: Taking stock and looking ahead. Factsheet 11(1). Swiss Academies of Arts and Sciences.
- Laporte B, de Quatrebarbes C and Bouterige Y (2017). Mining taxation in Africa: The gold mining industry in 14 countries from 1980 to 2015. Working Paper No. 164. Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement.
- Le Billon P (2011). Extractive sectors and illicit financial flows: What role for revenue governance initiatives? *U4 Issue*. 2011:13.

- Lemieux AM and Clarke RV (2009). The international ban on ivory sales and its effects on elephant poaching in Africa. *British Journal of Criminology*. 49(4):451–471.
- Letete E and Sarr M (2017). Illicit financial flows and political institutions in Kenya. Working Paper No. 275. AfDB.
- Lewis M, Brooks R, Chisanga P, Hearson M, Jordan C, Nshindano K, Tharoor A and Wu P (2013). Sweet nothings: The human cost of a British sugar giant avoiding taxes in Southern Africa. Available at https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/doc_lib/sweet_nothings.pdf.
- LEX Africa (2019). *Guide to Mining Regimes in Africa 2019*. Luanda.
- Limão N and Venables AJ (2001). Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs and trade. *The World Bank Economic Review*. 15(3):451–479.
- Lippert A (2014). Spillovers of a resource boom: Evidence from Zambian copper mines. Ox Carre Working Paper No. 131. Oxford Centre for the Analysis of Resource Rich Economies.
- Luttmer EFP and Singhal M (2014). Tax morale. *Journal of Economic Perspectives*. 28(4):149–168.
- Makuta I and O’Hare B (2015). Quality of governance, public spending on health and health status in sub-Saharan Africa: A panel data regression analysis. *Bio Med Central Public Health*. 15.
- Malhotra G (2010). A new dimension of socioeconomic offences: E[lectronic] money-laundering. Available at DOI:10.2139/ssrn.1635651.
- Manuel M, Desai H, Samman E and Evans M (2018). Financing the end of extreme poverty. Overseas Development Institute.
- Marini M, Dippelsman R and Stanger M (2018). New estimates for direction of trade statistics. Working Paper No. 16. IMF.
- Martins PMG (2019). Structural change rediscovered: The role of human and physical capital. Research and Policy Brief No. 24. World Bank.
- Marur S (2019). Mirror-trade statistics: Lessons and limitations in reflecting trade misinvoicing. Discussion Paper No. R4D-IFF-WP08-2019. Graduate Institute of International and Development Studies.
- Maweje J and Sebudde RK (2019). Tax revenue potential and effort: Worldwide estimates using a new data set. *Economic Analysis and Policy*. 63(C):119–129.
- May C (2017). *Transnational Crime and the Developing World*. Global Financial Integrity.

- Mbembe A (2015). Decolonizing knowledge and the question of the archive. Available at <https://trafo.hypotheses.org/2413>.
- McDaniel CA and Norberg HC (2019). Can blockchain technology facilitate international trade? Mercatus Research Paper. Available at <https://ssrn.com/abstract=3377708>.
- McKinsey Global Institute (2015). How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth.
- McKinsey Global Institute (2019). The power of parity: Advancing women's equality in the United States.
- McMillan M, Rodrik D and Sepúlveda C, eds. (2017). *Structural Change, Fundamentals and Growth: A Framework and Case Studies*. International Food Policy Research Institute. Washington, D.C.
- McMillan M, Rodrik D and Verduzco-Gallo Í (2014). Globalization, structural change and productivity growth, with an update on Africa. *World Development*. 63:11–32.
- McMillan M and Harttgen K (2014). What is driving the “African growth miracle”? Working Paper No. 20077. National Bureau of Economic Research.
- Mehlum H, Moene K and Torvik R (2006). Institutions and the resource curse. *The Economic Journal*. 116(508):1–20.
- Messina J (2006). The role of product market regulations in the process of structural change. *European Economic Review*. 50(7):1863–1890.
- Mevel S, Ofa SV and Karingi S (2013). Quantifying illicit financial flows from Africa through trade mispricing and assessing their incidence on African economies. Presented at the sixteenth Global Trade Analysis Project conference. 12–14 June.
- Miao G and Fortanier F (2017). Estimating transport and insurance costs of international trade. Statistics Working Paper No. 04. OECD.
- Miyandazi L (2019). The complexities of tackling illicit financial flows in practice. Available at <https://ecdpm.org/publications/complexities-of-tackling-illicit-financial-flows-in-practice/>.
- Miyandazi L and Ronceray M (2018). Understanding illicit financial flows and efforts to combat them in Europe and Africa. Discussion Paper Series. European Centre for Development Policy Management.
- Moore M (2012). The practical political economy of illicit flows. In: Reuter P, ed. *Draining Development? Controlling Flows of Illicit Funds from Developing Countries*. World Bank. Washington, D.C.:457–482.
- Moore M, Prichard W and Fjeldstad O-H (2018). *Taxing Africa: Coercion, Reform and Development*. Zed Books. London.

- Morgenstern O (1963). *On the Accuracy of Economic Observations*. Princeton University Press.
- Morrissey O, Lopez RA and Sharma K (2015). *Handbook on Trade and Development*. Edward Elgar Publishing.
- Moulemyo A (2016). Impact of capital flight on public social expenditure in Congo-Brazzaville. *African Development Review*. 28(S1):113–123.
- Mühlen H and Escobar O (2020). The role of FDI in structural change: Evidence from Mexico. *The World Economy*. 43(3):557–585.
- Murphy R (2019). The European tax gap: A report for the Socialists and Democrats Group in the European Parliament. Available at https://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/2019-01/the_european_tax_gap_en_190123.pdf.
- Musindarwezo D (2018). The 2030 Agenda from a feminist perspective: No meaningful gains without greater accountability for Africa's women. *Agenda*. 32(1):25–35.
- Musselli I and Bürgi Bonanomi E (2020). Illicit financial flows: Concepts and definition. *Revue internationale de politique de développement*.
- Ndiaye AS (2009). Capital flight and its determinants in the Franc zone. *African Journal of Economic Policy*. 16(1).
- Ndiaye AS (2014). Capital flight from the Franc zone: Exploring the impact on economic growth. Research Paper No. 269. African Economic Research Consortium.
- Ndiaye AS and Siri A (2016). Capital flight from Burkina Faso: Drivers and impact on tax revenue. *African Development Review*. 28(S1):100–112.
- Ndikumana L (2003). Capital flows, capital account regimes and foreign exchange rate regimes in Africa. Working Paper Series No. 55. Political Economy Research Institute.
- Ndikumana L (2014). Capital flight and tax havens: Impact on investment and growth in Africa. *Revue d'économie du développement*. 22(2):113–141.
- Ndikumana L and Boyce JK (2010). Measurement of capital flight: Methodology and results for sub-Saharan African countries. *African Development Review*. 22(4):471–481.
- Ndikumana L and Boyce JK (2011). *Africa's Odious Debts: How Foreign Loans and Capital Flight Bled a Continent*. Zed Books. London.
- Ndikumana L and Boyce JK (2018). Capital flight from Africa: Updated methodology and new estimates. Research Report. Political Economy Research Institute.

- Ndikumana L and Boyce JK (2019). Magnitudes and mechanisms of capital flight from Angola, Côte d'Ivoire and South Africa. Capital Flight from Africa Working Paper No. 500. Political Economy Research Institute.
- Ndikumana L, Boyce JK and Ndiaye AS (2014). Capital flight: Measurement and drivers. Research Report No. 363. Political Economy Research Institute.
- Nelson J, Krokeme O, Markjarkson D and Timipere ET (2018). Impact of capital flight on exchange rate in Nigeria. *International Journal of Academic Research in Accounting, Finance and Management Sciences*. 8(1):41–50.
- Netherlands, Ministry of Finance (2013). Government's response to the report from Seo Economics Amsterdam on other financial institutions and the IBFD[International Bureau of Fiscal Documentation] report on developing countries. Available at <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2013/09/09/government-s-response-to-the-report-from-seo-economics-amsterdam-on-other-financial-institutions-and-the-ibfd-report-on-develop>.
- Neumayer E (2006). Do double taxation treaties increase foreign direct investment to developing countries? *The Journal of Development Studies*, 43(8):1501–1519.
- Newman E, Thakur R and Tirman J, eds. (2006). *Multilateralism Under Challenge: Power, International Order and Structural Change*. United Nations University Press. Tokyo.
- Nicolaou-Manias K and Wu Y (2016). Illicit financial flows estimating trade mispricing and trade-based money-laundering for five African countries. Available at www.gegafira.org/publications/illicit-financial-flows-estimating-trade-mispricing-and-trade-based-money-laundering-for-five-african-countries.
- Nin-Pratt A (2015). Inputs, productivity and agricultural growth in Africa south of the Sahara. Discussion Paper No. 01432. International Food Policy Research Institute.
- Nitsch V (2011). Trade mispricing and illicit flows. Discussion Papers in Economics No. 206. Darmstadt University.
- Nkurunziza JD (2014). Capital flight and poverty reduction in Africa. In: Ajayi SI and Ndikumana L, eds. *Capital Flight from Africa*. Oxford University Press. Oxford:81–110.
- Nordhaus WD (1974). Resources as a constraint on growth. *The American Economic Review*. 64(2):22–26.
- Nordhaus WD (2014). Estimates of the social cost of carbon: Concepts and Results from the DICE[Dynamic Integrated Climate-Economy]-2013R model and alternative approaches. *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*. 1(1).

- North DC (1994). Institutions matter. Economic History No. 9411004. University Library of Munich, Germany.
- OECD (2007). *Manual on Effective Mutual Agreement Procedures*. Available at www.oecd.org/ctp/38061910.pdf.
- OECD (2013). *Addressing Base Erosion and Profit Shifting*. OECD Publishing. Paris.
- OECD (2015). OECD/Group of 20 Base Erosion and Profit Shifting Project explanatory statement: 2015 final reports. Available at www.oecd.org/ctp/beps-explanatory-statement-2015.pdf.
- OECD (2016). OECD Secretary-General Angel Gurría welcomes European Commission corporate tax avoidance proposals. Available at <https://www.oecd.org/tax/oecd-secretary-general-angel-gurria-welcomes-european-commission-corporate-tax-avoidance-proposals.htm>.
- OECD (2017). OECD Council approves the 2017 update to the OECD model tax convention. Available at <https://www.oecd.org/tax/treaties/oecd-approves-2017-update-model-tax-convention.htm>.
- OECD (2018a). *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*. OECD Publishing. Paris.
- OECD (2018b). Additional guidance on the attribution of profits to a permanent establishment. BEPS Action 7.
- OECD (2018c). *Tax Challenges Arising from Digitalization – Interim Report 2018*. OECD Publishing. Paris.
- OECD (2019a). *Risks That Matter: Main Findings from the 2018 OECD Risks that Matter Survey*. OECD Publishing. Paris.
- OECD (2019b). The Multilateral Convention on Mutual Administrative Assistance in Tax Matters. Update, questions and answers. Available at https://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/ENG_Convention_Flyer.pdf.
- OECD (2019c). *The Illegal Wildlife Trade in Southeast Asia: Institutional Capacities in Indonesia, Singapore, Thailand and Viet Nam*. OECD Publishing. Paris.
- OECD (2019d). Public consultation document: Secretariat proposal for a “unified approach” under pillar one. Available at <https://www.oecd.org/tax/beps/public-consultation-document-secretariat-proposal-unified-approach-pillar-one.pdf>.
- OECD (2019e). OECD and Group of 20 inclusive framework on BEPS: Progress report July 2017–June 2018. Available at www.oecd.org/ctp/inclusive-framework-on-beps-progress-report-june-2017-july-2018.htm.

- OECD and UNDP (2018). *Tax Inspectors Without Borders: Annual Report 2017/18*. Available at www.tiwb.org/resources/publications/tax-inspectors-without-borders-annual-report-2017-2018-web.pdf.
- Office of the High Commissioner for Human Rights (2015). Joint statement by United Nations human rights experts, the rapporteur on the rights of women of the Inter-American Commission on Human Rights and the special rapporteurs on the rights of women and human rights defenders of the African Commission on Human and Peoples' Rights. Available at <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16490&LangID=E>.
- Ogbonnaya AK and Ogechuckwu OS (2017). Impact of illicit financial flow on economic growth and development: Evidence from Nigeria. *International Journal of Innovation and Economic Development*. 3(4):19–33.
- Olatunji O and Oloye MI (2015). Impact of capital flight on economic growth in Nigeria. *International Journal for Innovation Education and Research*. 3(8):10–46.
- Omojola O (2019). Whistle blower protection as an anti-corruption tool in Nigeria. *Journal of Law, Policy and Globalization*. 92:173–179.
- Onuegbulam MC (2017). Whistle-blowing policy and the fight against corruption in Nigeria: Implications for criminal justice and the due process. *Nnamdi Azikiwe University Journal of International Law and Jurisprudence*. 8(2).
- Onyele KO and Nwokocha EB (2016). The relationship between capital flight and poverty: The case of Nigeria. *Scientific Papers Series: Management, Economic Engineering in Agriculture and Rural Development*. 16(3).
- Ooms G and Hammond R (2014). Financing global health through a global fund for health? Working Group on Financing, Paper 4. Chatham House.
- Osiander A (2001). Sovereignty, international relations and the Westphalian myth. *International Organization*. 55(2):251–287.
- Ouoba Y (2018). Industrial mining land use and poverty in regions of Burkina Faso. *Agricultural Economics*. 49(4):511–520.
- Oxfam (2018). Reward work not wealth. Available at https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-reward-work-not-wealth-220118-summ-en.pdf.
- Oxfam (2019). Off the hook: How the EU[European Union] is about to whitewash the world's worst tax havens. Available at <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/off-the-hook-how-the-eu-is-about-to-whitewash-the-worlds-worst-tax-havens-620625>.

- Östensson O (2018). Misinvoicing in mineral trade: What do we really know? *Mineral Economics*. 31(1–2):77–86.
- Palan R (2002). Tax havens and the commercialization of state sovereignty. *International Organization*. 56(1):151–176.
- Parker D and Vadheim B (2017). Resource cursed or policy cursed? US[United States] regulation of conflict minerals and violence in the [Democratic Republic of the] Congo. *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*. 4(1):1–49.
- Picciotto S (2013). Is the international tax system fit for purpose, especially for developing countries? Working Paper No. 13. ICTD.
- Picciotto S (2018). Problems of transfer pricing and possibilities for simplification. Available at <https://www.ictd.ac/publication/problems-of-transfer-pricing-and-possibilities-for-simplification/>.
- Piketty T (2019). *Capital et idéologie*. Seuil. Paris.
- Prebisch R (1950). *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*. United Nations Economic Commission for Latin America (United Nations publication. Sales No. 50.II.G.2. New York).
- Preobragenskaya G and McGee RW (2016). A demographic study of Russian [Federation] attitudes toward tax evasion. *Journal of Accounting, Ethics and Public Policy*. 17(1).
- Prichard W and Bentum I (2009). *Taxation and Development in Ghana: Finance, Equity and Accountability*. Tax Justice Network. London.
- Quentin D (2017). Risk-mining the public exchequer. *Journal of Tax Administration*. 3(2).
- Ravallion M (2001). Growth, inequality and poverty: Looking beyond averages. Policy Research Working Paper No. 2558. World Bank.
- Redhead A (2017). Improving mining revenue collection: [United Republic of] Tanzania's Mineral Audit Agency. Natural Resource Charter Case Study. Natural Resource Governance Institute.
- Reed Q and Fontana A (2011). Corruption and illicit financial flows: The limits and possibilities of current approaches. U4 Issue No. 2. Anti-Corruption Resource Centre, Christian Michelsen Institute.
- Reuter P (2012). *Draining Development? Controlling Flows of Illicit Funds from Developing Countries*. World Bank. Washington, D.C.

- Reuters (2019). Gold worth billions smuggled out of Africa. Available at <https://www.reuters.com/investigates/special-report/gold-africa-smuggling/>.
- Sachs JD and Warner AM (1995). Natural resource abundance and economic growth. Working Paper No. 5398. National Bureau of Economic Research.
- Sachs JD and Warner AM (2001). The curse of natural resources. *European Economic Review*. 45:827–838.
- Sahay MR, Cihak M, N'Diaye PM, Barajas A, Kyobe AJ, Mitra S, Mooi YN and Yousefi R (2017). Banking on women leaders: A case for more? Working Paper No. 199. IMF.
- Saïd Business School (2019). *Responsible Business Forum – The Economics of Mutuality*. University of Oxford.
- Sala-i-Martin X and Subramanian A (2003). Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria. Working Paper No. 9804. National Bureau of Economic Research.
- Salandy M and Henry L (2013). The impact of capital flight on investment and growth in Trinidad and Tobago, 1971–2008.
- Sarr F and Savoy B (2018). The restitution of African cultural heritage. Toward a new relational ethics. Available at <http://restitutionreport2018.com/>.
- Sauvant KP and Sachs LE (2009). *The Effect of Treaties on Foreign Direct Investment: Bilateral Investment Treaties, Double Taxation Treaties and Investment Flows*. Oxford University Press. Oxford.
- Savoy B (2018). The restitution revolution begins. *The Art Newspaper*. 16 February. Available at <https://www.theartnewspaper.com/comment/the-restitution-revolution-begins>.
- Schjelderup G and Sorgard L (1997). Transfer pricing as a strategic device for decentralized multinationals. *International Tax and Public Finance*. 4(3):277–290.
- Schneider K and Buehn A (2013). Estimating the size of the shadow economy: Methods, problems and open questions. Working Paper Series No. 4448. Centre for Economic Studies Institute for Economic Research.
- Schneider K and Gugerty MK (2011). Agricultural productivity and poverty reduction: Linkages and pathways. *The Evans School Review*. 1(1).
- Schuster C and Davis J (2020). The value of mirror-trade data analysis for the detection of commodity-specific illicit outflows from Africa. Background document for the *Economic Development in Africa Report 2020*. UNCTAD.
- Sen A (1992). *Inequality Re-examined*. Harvard University Press.

- Sen A (1999). *Development as Freedom*. Anchor Books.
- Shimizu N and Rocamora AR (2016). Analysis of financial components of intended nationally determined contributions: Lessons for future NDCs[nationally determined contributions]. Working Paper. Institute for Global Environmental Strategies.
- Singer HW (1950). The distribution of gains between investing and borrowing countries. *The American Economic Review*. 40(2):473–485.
- Slany A, Chérel-Robson M and Picard L (2020). Illicit financial flows and sustainable development: Panel-data evidence for Africa. Background paper for *Economic Development in Africa Report 2020*. UNCTAD.
- Source Global Research (2019). *The Global Tax Market in 2019*. Available at <https://reports.sourceglobalresearch.com/report/5004/the-global-tax-market-in-2019>.
- StAR (2019). *International Partnerships on Asset Recovery: Overview and Global Directory of Networks*. World Bank. Washington, D.C.
- Stenberg K, Hanssen O, Edejer TT, Bertram , Brindley C, Meshreky A, Rosen JE, Stover J, Verboom P, Sanders R and Soucat A (2017). Financing transformative health systems towards achievement of the health Sustainable Development Goals: A model for projected resource needs in 67 low-income and middle-income countries. *Lancet Global Health*. 5(9):875–887.
- Stoop N, Verpoorten M and van der Windt P (2018). More legislation, more violence? The impact of Dodd-Frank in the DRC[Democratic Republic of the Congo]. *Public Library of Science One*. 13(8).
- Switzerland, Interdepartmental Coordinating Group on Combating Money-Laundering and the Financing of Terrorism (2015). Report on the national evaluation of the risks of money-laundering and terrorist financing in Switzerland.
- Tax Justice Network (2020). Financial Secrecy Index 2020 reports progress on global transparency – but backsliding from US[United States], Cayman [Islands] and UK[United Kingdom] prompts call for sanctions. Available at <https://www.taxjustice.net/2020/02/18/financial-secrecy-index-2020-reports-progress-on-global-transparency-but-backsliding-from-us-cayman-and-uk-prompts-call-for-sanctions/>.
- Thirtle C, Xavier I, Lin L, McKenzie-Hill V and Wiggins S (2001). Relationship between changes in agricultural productivity and the incidence of poverty in developing countries. Report No. 7946. Department for International Development.
- Torgler B (2002). Speaking to theorists and searching for facts: Tax morale and tax compliance in experiments. *Journal of Economic Surveys*. 16(5):657–683.

- Torgler B (2003). Tax morale in transition countries. *Post-Communist Economies*. 15(3):357–381.
- Tørsløv TR, Wier LS and Zucman G (2018). The missing profits of nations. Working Paper No. 24701. National Bureau of Economic Research.
- Trenczek J (2016). Promoting growth-enhancing structural change: Evidence from a panel of African, Asian and Latin American countries. Discussion Paper No. 207. Courant Research Centre. Göttingen, Germany.
- Tropina T (2016). Do digital technologies facilitate illicit financial flows? Background paper for the *World Development Report 2016*. World Bank.
- Uguru LC (2016). On the tax implications of capital flight: Evidence from Nigeria. *Journal of Research in Economics and International Finance*. 5(1):1–7.
- UN-Women (2018). *Turning Promises into Action: Gender Equality in the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Available at <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2018/2/gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018>.
- UN-Women (2019). The gender gap in agricultural productivity in sub-Saharan Africa: Causes, costs and solutions. Policy Brief No. 11.
- UNCTAD (2003). Management of Capital Flows: Comparative Experiences and Implications for Africa (United Nations publication. Sales No. E.03.II.D.20. New York and Geneva).
- UNCTAD (2013). Reform of investor–State dispute settlement: In search of a road map. International Investment Agreement Issues Note No. 2.
- UNCTAD (2014a). *Trade and Development Report, 2014: Global Governance and Policy Space for Development* (United Nations publication. Sales No. E.14.II.D.4. New York and Geneva).
- UNCTAD (2014b). *World Investment Report 2014: Investing in the SDGs[Sustainable Development Goals] – An Action Plan* (United Nations publication. Sales No. E.14.II.D.1. New York and Geneva).
- UNCTAD (2015a). *World Investment Report 2015: Reforming International Investment Governance* (United Nations publication. Sales No. E.15.II.D.5. New York and Geneva).
- UNCTAD (2015b). Investment policy framework for sustainable development. Available at <https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=1437>.

- UNCTAD (2016). *Trade Misinvoicing in Primary Commodities in Developing Countries: The Cases of Chile, Côte d'Ivoire, Nigeria, South Africa and Zambia* (United Nations publication. Geneva and New York).
- UNCTAD (2017). *Commodities and Development Report 2017: Commodity Markets, Economic Growth and Development* (United Nations publication. Sales No. E.17.II.D.1. New York and Geneva).
- UNCTAD (2018). UNCTAD's reform package for the international investment regime. Geneva and New York.
- UNCTAD (2019a). *State of Commodity Dependence 2019* (United Nations publication. Sales No. E.19.II.D.8. New York and Geneva).
- UNCTAD (2019b). *Trade and Development Report, 2019: Financing a Global Green New Deal* (United Nations publication. Sales No. E.19.II.D.15. New York and Geneva).
- UNCTAD (2019c). Taking stock of international investment agreement reform: Recent developments. International Investment Agreement Issues Note No. 3.
- UNCTAD (2019d). *Commodities and Development Report 2019 – Commodity Dependence, Climate Change and the Paris Agreement* (United Nations publication. Sales No. E.19.II.D.8. New York and Geneva).
- UNCTAD and UNODC (forthcoming). Conceptual framework for the measurement of illicit financial flows.
- UNDP (2017). *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa: Divergence, Determinants and Consequences*. New York.
- UNECA (2014). *A Country Mining Vision Guidebook: Domesticating the Africa Mining Vision*. Available at https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/country_mining_vision_guidebook.pdf.
- UNECA (2015). *Illicit Financial Flows: Report of the High-Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa*. Available at <https://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/22695/b11524868.pdf>.
- UNECA (2016). *Greening Africa's Industrialization* (United Nations publication. Sales No. E.16.II.K.3. Addis Ababa).
- UNECA (2019). *Fiscal Policy for Financing Sustainable Development in Africa: Economic Report on Africa*. Addis Ababa.
- UNECA and African Minerals Development Centre. (2017). *Impact of Illicit Financial Flows on Domestic Resource Mobilization: Optimizing Revenues from the Mineral Sector in Africa*. Addis Ababa.

- UNECA and African Union (2011). *Minerals and Africa's Development: The International Study Group Report on Africa's Mineral Regimes*. UNECA. Addis Ababa.
- UNESCO (2015). *Education for All 2000–2015: Achievements and Challenges*. Paris.
- UNESCO (2018). *Fighting the Illicit Trafficking of Cultural Property: A Toolkit for European Judiciary and Law Enforcement*. Paris.
- UNFCCC (2015). Twenty-first Conference of the Parties Report Add.1 – Paris Agreement. FCCCP/CP/2015/10/Add.1. Paris.
- UNFCCC (2019). Background note on the \$100 billion goal in the context of UNFCCC process, in relation to advancing on SDG[Sustainable Development Goal] indicator 13.a.1. Available at https://unstats.un.org/sdgs/tierIII-indicators/files/13.a.1_Background.pdf.
- United Nations (2017). *United Nations Handbook on Selected Issues for Taxation of the Extractive Industries by Developing Countries*. New York.
- United Nations, General Assembly (2011). Twelfth United Nations Congress on Crime Prevention and Criminal Justice. A/RES/65/230. New York. 1 April.
- United Nations, General Assembly (2017a). Promotion of international cooperation to combat illicit financial flows in order to foster sustainable development. A/RES/71/213. New York. 18 January.
- United Nations, General Assembly (2017b). Research-based study on the impact of flow of funds of illicit origin and the non-repatriation thereof to the countries of origin on the enjoyment of human rights, including economic, social and cultural rights. A/HRC/36/52. New York. 9 August.
- United Nations, General Assembly (2019). Promotion of international cooperation to combat illicit financial flows and strengthen good practices on assets return to foster sustainable development. A/RES/73/222. New York. 10 January.
- United Nations, Security Council (2002). Final report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo. S/2002/1146. 16 October.
- United Nations, Security Council (2016). Letter dated 22 January 2016 from the Panel of Experts on South Sudan established pursuant to Security Council resolution 2206 (2015) addressed to the President of the Security Council. S/2016/70. 22 January.
- United Nations, Security Council (2019). Strengthening the partnership between the United Nations and the African Union on issues of peace and security in Africa, including on the work of the United Nations Office to the African Union Report of the Secretary-General. S/2019/759. 19 September.

- United Nations Conference on Trade and Employment (1948). The Havana Charter for an International Trade Organization. Article 55.
- United Nations Environment Programme (2016). *The Adaptation Gap Finance Report 2016*. Nairobi.
- United Nations University Press (2007). *Multilateralism Under Challenge? Power, International Order and Structural Change*. Tokyo.
- United States, Government Accountability Office (2015). Dodd-Frank regulations: Impacts on community banks, credit unions and systemically important institutions. Report to congressional addressees.
- UNODC (2011). Estimating illicit financial flows resulting from drug trafficking and other transnational organized crimes. Research report.
- UNODC (2018). *Global Study on Smuggling of Migrants* (United Nations publication. Sales No. E.18.IV.9. New York).
- UNODC and OECD (2016). Coherent policies for combating illicit financial flows. Issue Brief. Inter-Agency Task Force on Financing for Development.
- UNODC and World Bank (2007). Stolen Asset Recovery Initiative: Challenges, opportunities and action plan. Washington, D.C.
- UNSD (2008). *International Merchandise Trade Statistics: Supplement to the Compilers Manual* (United Nations publication. Sales No. E.08.XVII.9. New York).
- UNSD (2011). *International Merchandise Trade Statistics: Concepts and Definitions 2010*. Statistical Papers Series M No. 52.
- UNSD (2019). International merchandise trade statistics bilateral asymmetries: How to measure, analyse, reduce and way forward. Available at unstats.un.org/unsd/tradekb/Attachment441.aspx?AttachmentType=1.
- Usman FR and Arene CJ (2014). Effects of capital flight and its macroeconomic determinants in agricultural growth in Nigeria (1970–2013). *International Journal of Food and Agricultural Economics*. 2(4):107–126.
- van der Does de Willebois E, Halter EM, Harrison RA, Park JW and Sharman JC (2011). *The Puppet Masters: How the Corrupt Use Legal Structures to Hide Stolen Assets and What to Do About It*. World Bank. Washington, D.C.
- Vitola A and Senfelde M (2015). The role of institutions in economic performance. *Business: Theory and Practice*. 16(3):271–279.
- von der Goltz J and Barnwal P (2019). Mines: The local wealth and health effects of mineral mining in developing countries. *Journal of Development Economics*. 139(C):1–16.

- Waris A (2017). How Kenya has implemented and adjusted to the changes in international transfer pricing regulations: 1920–2016. Working Paper No. 69. ICTD.
- Waris A and Latif LA (2015). Towards establishing fiscal legitimacy through settled fiscal principles in global health financing. *Health Care Analysis: Journal of Health Philosophy and Policy*. 23(4):376–390.
- WCO (2018). Illicit financial flows via trade misinvoicing. Available at www.wcoomd.org/-/media/wco/public/global/pdf/media/newsroom/reports/2018/wco-study-report-on-iffs_tm.pdf?la=en
- Wei C (2015). Taxation of non-residents' capital gains. In: Trepelkov A, Tonino H and Halka D, eds., *United Nations Handbook on Selected Issues in Protecting the Tax Base of Developing Countries* (United Nations publication, New York).
- Wendling ZA, Emerson JW, Esty DC, Levy MA and de Sherbinin A (2018). *2018 Environmental Performance Index*. Yale Centre for Environmental Law and Policy. New Haven, United States.
- Wijnen W and de Goede J (2013). *The UN[United Nations] Model in Practice 1997 – 2013*. Available at <https://www.ibfd.org/sites/ibfd.org/files/content/pdf/UN-Model-in-Practice-%201997-2013-research-draft-by-IBFD.pdf>.
- Woodroffe N and Grice T (2019). *Beyond Revenues: Measuring and Valuing Environmental and Social Impacts in Extractive Sector Governance*. Natural Resource Governance Institute.
- World Bank (2004). Corruption and money-laundering: Concepts and practical applications. Module 1. Available at <http://pubdocs.worldbank.org/en/887011427730119189/AML-Module-1.pdf>.
- World Bank (2008). Democratic Republic of the Congo: Growth with governance in the mining sector. Report No. 43402-ZR.
- World Bank (2016). The World Bank Group's response to illicit financial flows: A stocktaking.
- World Bank (2017a). Illicit financial flows. Available at <https://www.worldbank.org/en/topic/financialsector/brief/illicit-financial-flows-iffs>.
- World Bank (2017b). *The Growing Role of Minerals and Metals for a Low Carbon Future*. Washington, D.C.
- World Bank (2018). *Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle*. Washington, D.C.
- World Bank (2019). *Illegal Logging, Fishing and Wildlife Trade: The Costs and How to Combat It*. Washington, D.C.

- World Bank (2020). *World Development Report 2020: Trading for Development in the Age of Global Value Chains*. Washington, D.C.
- World Economic Forum (2011). *Water Security: The Water-Food-Energy-Climate Nexus*. Island Press. Washington, D.C.
- World Economic Forum (2015). State of the illicit economy. Available at <http://reports.weforum.org/state-of-the-illicit-economy-briefing-papers-info/>.
- World Food Programme, United States (2017). *Winning the peace: Hunger and instability*. Washington, D.C.
- Yagboyaju DA and Akinola AO (2019). Nigerian State and the crisis of governance: A critical exposition. *SAGE Open*. 9(3).
- Yikona SM, Slot B, Geller M, Hansen B and El Kadiri F, eds. (2011). *Ill-Gotten Money and the Economy: Experiences from Malawi and Namibia*. World Bank. Washington, D.C.
- Yitzhaki S (1974). A note on income tax evasion. *Public Finance Quarterly*. 15(2):123–137.
- Zharan K and Bongaerts JC (2018). Survey on integrating of renewable energy into the mining industry. *Journal of Environmental Accounting and Management*. 6(2):149–165.
- Zucman G (2013). The missing wealth of nations: Are Europe and the US[United States] net debtors or net creditors? *Quarterly Journal of Economics*. 128(3):1321–1364.
- Zucman G (2014). Taxing across borders: Tracking personal wealth and corporate profits. *Journal of Economic Perspectives*. 28(4):121–148.
- Zucman G (2017). *La richesse cachée des nations : Enquête sur les paradis fiscaux*. La République des Idées. Paris.
- Zucman G (2019). Taxing multinational corporations in the twenty-first century. Research Brief 10. Economists for Inclusive Prosperity.